

USA : l'ordre d'exécution a été signé

Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir!

8 juillet - Le combat pour sauver Mumia Abu-Jamal, prisonnier politique aux Etats-Unis, est à un moment particulièrement critique. Le 1^{er} juin, tard dans la soirée, le gouverneur de l'Etat de Pennsylvanie Tom Ridge a signé quatre ordres d'exécution, dont celui de Jamal, qui est enfermé dans le quartier des condamnés à mort depuis 1982. Accusé d'avoir tué un flic de la ville de Philadelphie, il a été condamné au terme d'une machination policière et judiciaire. Ridge a signé l'ordre fixant l'exécution de Mumia au 17 août en sachant pertinemment que les avocats de Jamal avaient l'intention d'engager le 5 juin une procédure pour un nouveau procès, un ajournement de l'exécution et le dessaisissement du tristement célèbre « juge de la mort » Albert Sabo, qui a présidé au procès-machination et à la condamnation à mort de Jamal en 1982. L'Etat a fait un pas décisif dans la campagne qu'il mène depuis longtemps pour réduire au silence Jamal, journaliste réputé dont les chroniques sur l'oppression que subissent les minorités et les pauvres dans l'Amérique raciste lui ont valu il y a des années le surnom de « voix des sans-voix ».

Mumia a été immédiatement transféré de sa cellule, dans la prison de « haute sécurité » de Greene, pour être soumis à des conditions de détention encore plus restrictives - « une prison dans la prison à l'intérieur de la prison », comme il dit lui-même. Dans un message téléphonique, Mumia déclara à ses partisans que l'initiative de Ridge « était clairement politique. Il est aux ordres de ceux qui réclament ma mort. » Nous venons d'apprendre que l'audience du tribunal qui doit statuer sur les demandes d'ajournement de l'exécution et de dessaisissement du juge Sabo est fixée au 12 juillet, à Philadelphie.

La signature de l'ordre d'exécution a déclenché une vague de manifestations dans plus de 40 villes, aux Etats-Unis et dans le monde entier. Au cours des deux dernières semaines, la cause de Mumia a été reprise et mise en avant dans une manifestation ouvrière qui a rassemblé 15 000 syndicalistes à Johannesburg, en Afrique du Sud, ainsi qu'à Rome lors d'une manifestation qui a rassemblé de 60 à 70 000 travailleurs et jeunes. Le gouverneur Ridge a déjà reçu plus de 20 000 télécopies, lettres et messages contre l'exécution de Jamal. On peut mesurer l'importance du soutien apporté



Jennifer Beach

Mumia Abu-Jamal, journaliste américain surnommé la « voix des sans-voix », a été condamné à mort au terme d'une machination policière et judiciaire raciste. Libérez Mumia Abu-Jamal!

Mobilisons-nous !

à Jamal au fait que le bureau de Ridge a dû supprimer son numéro vert téléphonique et changer pratiquement chaque jour son numéro de fax pour tenter, en vain, d'endiguer le flot de messages exigeant la vie sauve pour Mumia.

Dirigeant du Black Panther Party alors qu'il était encore adolescent, puis partisan du groupe MOVE de Philadelphie, Jamal a été condamné à mort pour ses convictions politiques. Depuis sa prison, il a continué à faire entendre sa voix, écrivant régulièrement des articles publiés dans le journal de nos camarades américains *Workers Vanguard* et dans la presse noire américaine. Ses articles animés d'une intense passion sur la vie en prison, la peine de mort et l'oppression raciste touchent maintenant un public plus large avec la sortie de son dernier livre, *Live From Death Row* [En direct du couloir de la mort], publié en mai dernier chez l'éditeur Addison-Wesley.

Les manifestations d'urgence qui ont eu lieu le 5 juin aux Etats-Unis ont été appelées par le Partisan Defense Committee (PDC), Refuse & Resist, Concer-

ned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal, la Coalition to Free Mumia Abu-Jamal et d'autres organisations encore. A Philadelphie, une conférence de presse et un rassemblement de 600 personnes ont accompagné le dépôt fait par les avocats de Jamal (qui travaillent sous la direction du célèbre défenseur des droits civiques Leonard Weinglass), d'un mémoire judiciaire établissant sans équivoque son innocence. Weinglass déclara devant les participants au rassemblement : « Mumia Abu-Jamal n'a jamais eu de procès. » On a dissimulé des preuves, fait pression sur des témoins, exclu des jurés noirs. Le mémoire judiciaire recense 19 violations des droits constitutionnels au cours de son « procès » et présente de nouvelles preuves basées sur des témoignages et sur le réexamen des rapports médicaux et ballistiques qui réduisent à néant les arguments bidons de l'accusation (lire notre article en page 4). Mumia n'aurait jamais dû passer un seul jour en prison. Nous devons lutter pour l'arracher aux griffes de ce système d'injustice judiciaire.

Lors du même rassemblement, Leonard Weinglass et Rachel Wolkenstein,

conseil juridique du PDC, ont développé en détail les arguments qui plaident en faveur de son innocence et les preuves de la machination raciste, aux motivations politiques, dont il a été victime. Le rassemblement de Philadelphie est la plus grande manifestation qui ait eu lieu jusqu'ici en sa faveur dans sa ville natale. Avec les autres manifestations pour Jamal organisées d'un bout à l'autre des Etats-Unis et au niveau international, ce rassemblement a ouvert une brèche dans le mur de silence et de calomnies médiatiques. Pour la première fois, les deux quotidiens de Philadelphie ont écrit des articles non mensongers sur les arguments des défenseurs de Jamal, et repris nombre de points clés du mémoire judiciaire. La presse noire, partout aux Etats-Unis, a publié de nombreux articles de première page pour protester contre la menace d'exécution. Cependant, le *Wall Street Journal* du 16 juin a publié en première page un article dénonçant de façon méprisante les « groupes de gauche radicaux », dont nos camarades de la Spartacist League (présentée comme « un groupe de 20 personnes »), qui « ont un nouveau héros, Mumia Abu-Jamal ». Il s'agit là bien évidemment d'une tentative de dénigrer et de minimiser le mouvement qui s'élargit pour sauver Mumia.

Au moment même où les actions de protestation se multipliaient, la Cour constitutionnelle suprême d'Afrique du Sud abolissait, le 6 juin, la peine de mort dans ce pays où les exécutions de militants noirs et de gauche avaient été une des armes clés pour maintenir le système brutal et raciste de l'apartheid. Cette décision met particulièrement en relief la machinerie sanglante du lynchage judiciaire aux Etats-Unis, qui trouve ses racines dans l'assujettissement des Noirs sous le régime de l'esclavage. Le rythme actuel des exécutions aux Etats-Unis (aujourd'hui le seul pays industrialisé occidental à maintenir la peine de mort) est deux fois plus élevé qu'en 1976, l'année où la machine à tuer a été remise en marche après un bref répit. Pour sa part, Ridge a ordonné 15 exécutions depuis son entrée en fonction en janvier dernier, après avoir conquis le siège de gouverneur sur un programme électoral réactionnaire et pro-peine de mort. En mai, Keith Zettlemyer a été la première victime du « gouverneur de la mort », et le premier condamné exécuté dans l'Etat de Pennsylvanie depuis 1962.

La menace qui pèse sur Jamal s'inscrit dans le contexte d'un effort concerté de la Maison Blanche démocrate et du Congrès républicain pour accroître massivement les pouvoirs de la police. Par un vote acquis à une quasi-unanimité, le

Suite page 2

M 2651 - 134 - 5.00 F-RD



Abu-Jamal...

Suite de la page 1

Sénat américain a approuvé le 7 juin la loi « antiterroriste » draconienne de Clinton. Entre autres nombreuses attaques contre les libertés civiques fondamentales, cette loi remet en cause les garanties séculaires de l'*habeas corpus* contre l'emprisonnement abusif; elle limite le droit de faire appel d'une condamnation à mort à un appel devant un tribunal fédéral dans l'année qui suit la condamnation - ce qui dans de nombreux cas signifie pas d'appel du tout.

Tandis qu'ils mènent une offensive bipartisanne tous azimuts contre les programmes sociaux - une offensive qui prend particulièrement pour cible les Noirs des ghettos -, Clinton et Gingrich, le dirigeant du groupe républicain à la Chambre des représentants, cherchent à ressusciter l'opération terroriste COINTELPRO menée par le FBI de J. Edgar

La publication du livre de Jamal a déclenché une campagne nationale soigneusement orchestrée du Fraternal Order of Police (FOP), une association de policiers, qui traîne dans la boue Jamal en l'accusant de « tirer des profits d'un crime » et qui appelle à boycotter son éditeur, Addison-Wesley. En mai dernier, des nervis racistes du FOP venus de New York, du New Jersey et de Philadelphie ont organisé un piquet devant un gala donné pour récolter des fonds en faveur de Jamal à Manhattan, et auquel participaient l'acteur Giancarlo Esposito et d'autres personnalités. Le jour de l'annonce de l'ordre d'exécution, Arnold Gordon, l'assistant du procureur de Philadelphie, envoyait une lettre aux personnalités ayant pris fait et cause pour Jamal. Répétant le tissu de mensonges qui constitue le « dossier » de l'accusation, cette lettre dénonçait la publication « inopportune » du livre de Jamal comme « le seul véritable déni de justice dans cette affaire » et menaçait les partisans de Jamal pour

la National Black Police Officer's Association [Association nationale des policiers noirs], Ed Jarvis, porte-parole du PDC, déclara: « Ce lynchage légal est un des aspects des lynchages légaux qui sont perpétrés quotidiennement contre les Noirs, contre les travailleurs, par les flics, noirs ou blancs [...]. Il est temps de construire un parti ouvrier. Il est temps de sauver Mumia Abu-Jamal. Abolition de la peine de mort! »

Ils veulent réduire à jamais Jamal au silence

En même temps qu'elles préparent la table d'exécution (par injection), les autorités de l'Etat de Pennsylvanie redoublent d'efforts dans leur campagne pour faire taire Jamal et ses partisans. Les autorités pénitentiaires ont imposé de nouvelles mesures disciplinaires pour isoler Jamal du reste du monde. Quelques jours seulement après la signature de l'ordre d'exécution, l'Etat de Pennsylvanie a engagé contre lui une action disciplinaire, l'accusant, ainsi que ses avocats, l'éditeur Addison-Wesley et d'autres, d'« association de malfaiteurs » pour avoir contribué à la publication de son livre! Cela a eu pour effet de l'isoler davantage de ses avocats et des médias. Le 27 juin, Jamal a engagé une action en référé contre les autorités pénitentiaires afin qu'elles cessent de faire obstruction à sa correspondance avec ses avocats et qu'elles autorisent leurs visites et les interviews.

Mumia refuse d'être réduit au silence. Même dans les conditions les plus restrictives, il a écrit toute une série d'articles contre la campagne qui vise à l'assassiner. Dans son article « Les rites du Premier amendement », il raconte la séance de la commission disciplinaire du 9 juin où l'« examinateur » conclut: « Jamal ne nie pas l'accusation [de journalisme] mais cite une violation des rites du Premier amendement » [...]. L'« examinateur » m'a déclaré « coupable » et a condamné un homme à qui il reste moins de 75 jours à vivre à 30 jours de « SDD », statut de détention disciplinaire, prenant effet immédiatement. (J'ai été traité de beaucoup de choses, mais « coupable de journalisme »? C'est nouveau!)

Les pouvoirs racistes en place sont déterminés à exécuter Mumia pour signifier qu'ils ne toléreront aucune contestation de leur « ordre ». La terreur policière raciste s'intensifie à mesure que la classe dirigeante met en application un programme qui cherche à éliminer une couche entière de la population des ghettos en démantelant l'aide sociale et les autres programmes sociaux. Dans ce climat de réaction sociale, Mumia serait le premier prisonnier politique exécuté aux Etats-Unis depuis l'assassinat sur la chaise électrique, en 1953, de Julius et Ethel Rosenberg, victimes de l'anticommunisme de la période du maccarthysme, en pleine Guerre froide antisoviétique.

Nous ne devons pas laisser perpétrer ce crime! Il faut s'appuyer sur l'élan impulsé par la vague des mobilisations récentes; il faut des mobilisations de masse des Noirs, des Hispaniques et de toutes les

victimes désignées de la répression capitaliste, en cherchant avant tout à mettre en branle la puissance sociale du mouvement ouvrier racialement intégré. Aux USA, la Spartacist League et le PDC insistent sur l'importance d'actions de front unique en défense des prisonniers de classe et sur la nécessité que différentes organisations s'unissent pour une action commune tout en exprimant librement leurs positions politiques. Il faut noter que dernièrement un certain nombre de groupes de gauche américains ont rejoint la campagne pour sauver Jamal. Nos camarades insistent aussi qu'il ne s'agit pas seulement d'un combat pour la vie de Mumia - c'est aussi une lutte contre l'institution de la peine de mort elle-même, un moyen de répression barbare qui aux Etats-Unis est nécessairement raciste. *Libérez Mumia! Abolition de la peine de mort raciste!*

Dans le monde entier, des manifestations exigent: Jamal ne doit pas mourir!

Les manifestations d'urgence qui ont rassemblé plusieurs milliers de personnes dans les rues des grandes villes des Etats-Unis ont été les plus grandes manifestations contre la peine de mort qu'il y ait eues dans ce pays depuis des dizaines d'années. Au rassemblement de Boston, qui s'est tenu devant le monument dédié aux soldats du 54^e régiment du Massachusetts, un régiment noir de la Guerre civile (connue en France sous le nom de Guerre de Sécession), a été lue une déclaration de Michael et Robert Meeropol, les enfants des Rosenberg: « Nos parents ont été presque sauvés par la mobilisation de milliers d'Américains [...]. Nous ne devons pas nous tenir à l'écart de la défense de Mumia. Nous devons faire en sorte qu'aucun PRISONNIER POLITIQUE AMERICAIN ne connaisse le sort d'Ethel et Julius Rosenberg. »

La manifestation d'Oakland, en Californie, a rassemblé plus de 500 personnes, dont une délégation du syndicat des dockers, l'International Longshoremen's and Warehousemen's Union, qui a déployé sa banderole à côté de la tribune. Owen Marron, secrétaire exécutif du Central Labor Council [Conseil syndical central] du comté d'Alameda, a lié la défense de Jamal au combat contre la répression antisyndicale, et il s'est engagé à apporter le soutien du mouvement syndical dans la lutte pour le sauver. Egalement sur la Côte Ouest, le comité central du Parti démocrate du comté de Los Angeles a récemment adopté une résolution demandant un nouveau procès et le dessaisissement du juge Sabo, en notant que ce dernier « a condamné davantage de gens à mort (31 dont tous, sauf 2, sont des gens de couleur) qu'aucun autre juge aux Etats-Unis ».

A New York, plus d'un millier de manifestants se sont rassemblés au Madison Square Garden aux cris de « Libérez Mumia! » Un chauffeur de camion qui klaxonnait en solidarité a été arrêté sur le champ par la police. Le 3 juin, à Minneapolis, les flics avaient attaqué une manifestation de 200 partisans de Jamal; des



Workers Vanguard

New York, 5 juin - Un millier de manifestants rassemblés à Manhattan. Leur mot d'ordre: « Sauvons Mumia Abu-Jamal! »

Hoover dans les années 1960 et 1970. Ce programme d'assassinats, de répression et de surveillance dirigé contre les organisations de gauche et les organisations noires - qui a conduit à l'assassinat de 38 membres du Black Panther Party - avait aussi pris pour cible Mumia, et ce depuis l'époque où, à l'âge de 15 ans, il était devenu un des dirigeants des Panthers à Philadelphie. Aujourd'hui, le gouvernement veut un nouveau programme COINTELPRO dirigé contre la population tout entière.

Dans son acharnement à tuer ce journaliste, l'Etat de Pennsylvanie se retrouve aux côtés du régime réactionnaire d'Iran, qui a décrété une *fatwa* [condamnation à mort] contre l'écrivain Salman Rushdie pour ses écrits humanistes, et du Bangladesh, où une condamnation similaire a été prononcée par des réactionnaires islamistes contre une femme, l'écrivain de gauche Taslima Nasreen.

avoir « insulté des policiers ».

Concernant les « dénis de justice », les flics de Philadelphie et leurs strapés de Harrisburg, la capitale de la Pennsylvanie, sont jusqu'au cou dans les scandales et les condamnations. John Shaw, ex-chef du FOP de Philadelphie, a été récemment condamné à une peine de prison pour racket et escroquerie; un autre flic de Philadelphie vient d'être condamné pour avoir rançonné des automobilistes; le procureur général Ernest D. Preate Jr. vient de démissionner après avoir plaidé coupable dans une affaire de paris clandestins. En outre, un ancien flic juif a porté plainte contre les services de police de Philadelphie pour antisémitisme caractérisé.

De façon menaçante, après que la Police Advisory Commission [Commission consultative sur la police] de Philadelphie eut annoncé qu'elle enquêterait sur l'affaire Moises DeJesus (un chauffeur de camion hispanique tué dans des circonstances atroces par des flics en 1994), le chef du FOP, Richard Costello, déclara froidement qu'aucun flic ne coopérerait avec la commission en question. Ce genre de déclaration montre que ceux qui font respecter la « justice » capitaliste s'estiment au-dessus même des restrictions cosmétiques de la légalité. En 1990, Costello avait déclaré que les partisans de Jamal devaient être placés sur un « divan électrique ».

La campagne haineuse du FOP vient confirmer qu'il n'y a aucune place dans le combat pour Jamal, ni dans le mouvement ouvrier en général, pour la police, qu'elle soit noire ou blanche. Quels que soient leurs sentiments personnels au sujet de la peine de mort, les flics noirs font tout autant partie de l'appareil capitaliste de répression raciste que leurs frères blancs en uniforme. Dans le rassemblement du 5 juin à Philadelphie, après l'intervention d'un représentant de

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour forger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Xavier Brunoy, Xavier Gomez, Morgane Mancini (responsable des pages Spartacus!), Myriam Morin, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault (rédacteur en chef)

RÉALISATION: Jérôme Pavault

DIFFUSION: Camille Cézard

DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte

Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie: Roto Paris Presse Chemin des Epinettes - 77200 Torcy

Commission paritaire: n° 59267 Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK 4

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)

Hors Europe: 40 F (avion 60 F) — Etranger: mandat poste international
Belgique: 150 FB — Canada: 12 \$ — Maroc: 20 DH — Tunisie: 3 000 m

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____ Pays _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Spartacist Japan



Spartaco



Le Bolchevik

Dans le monde entier, des manifestations exigent la vie sauve pour Mumia Abu-Jamal. De gauche à droite: Tokyo, Rome, Paris. Au centre, devant 70 000 travailleurs rassemblés le 24 juin à Rome est déployée à la tribune officielle la banderole en faveur de Jamal.

policiers à cheval avaient chargé les manifestants, dont 11 furent arrêtés. Dans un article intitulé « "Liberté" d'expression = émeute policière », Jamal condamne cette attaque ; il remarque que les manifestants « n'ont pas besoin de lire Live From Death Row pour comprendre comment des gens innocents peuvent être tabassés et arrêtés par des flics brutaux, ni comment les flics mentent quotidiennement dans leurs rapports pour justifier des arrestations. Ils savent maintenant, à travers leur propre expérience, comment prolifère cet abus maléfaisant du pouvoir de l'Etat. »

Des manifestations ont aussi eu lieu dans de nombreuses autres villes, de Seattle à Detroit et à Toronto, Vancouver et Montréal au Canada. Dans le monde entier, le combat pour Jamal est devenu le point de mire de la lutte contre la peine de mort raciste aux Etats-Unis. Des syndicats représentant des millions de travailleurs ont joint leurs voix à celles qui exigent la vie sauve pour Jamal. Le 15 juin, le Parlement européen a approuvé une résolution réaffirmant « sa totale opposition à la peine de mort » et demandant « de surseoir à l'exécution de M. Abu-Jamal et que soit engagé un processus de révision de son procès », en notant « les appels de nombreuses personnalités, d'associations de défense des droits de l'homme, de syndicats et autres organisations dans le monde entier qui se battent pour sauver la vie de M. Abu-Jamal ». Alors qu'il se trouvait en visite à Londres, le dirigeant noir américain Jesse Jackson déclara le 4 juin, au cours d'un meeting : « Nous prions tous pour que Mumia Abu-Jamal ne subisse pas la peine capitale. »

Le soutien à Mumia ne s'accroît nulle part aussi vite qu'en Afrique du Sud, où les militants identifient son sort à leur propre lutte contre la terreur de l'apartheid. Dans une lettre adressée le 31 mai au gouverneur Ridge et condamnant la menace d'exécuter Jamal, le syndicat Congress of South African Trade Union (COSATU), dont l'écrasante majorité des membres sont noirs, écrit que « notre organisation a combattu toutes les formes de racisme, d'oppression et l'utilisation de la peine de mort pour réduire au silence des militants politiques ». La deuxième centrale syndicale d'Afrique du Sud, le National Council of Trade Unions (NACTU), a maintenant aussi joint sa voix au combat pour sauver Jamal.

Le jour même de l'annonce de la signature de l'ordre d'exécution, le secrétaire général du Congrès national africain (ANC), M.C. Ramaphosa, envoyait une lettre de protestation à Ridge. Le 19 juin, au cours d'un rassemblement organisé à Johannesburg par le COSATU dans le cadre d'une journée nationale d'action, un représentant du PDC a pris la parole devant un auditoire de 15 000 travailleurs qui ont repris avec enthousiasme le mot d'ordre « Sauvez Mumia Abu-Jamal ! »

Dans les jours qui ont suivi la signature de l'ordre d'exécution de Jamal par Ridge, des manifestations ont eu lieu de Sydney à Paris en passant par Tokyo.

Une manifestation a rassemblé 200 personnes le 23 juin à Varsovie. A Londres, le député travailliste Jeremy Corbyn prit la parole devant le rassemblement du 4 juin où fut lue aussi une déclaration de John Monks, le dirigeant de la confédération syndicale Trade Union Congress. En Italie, une manifestation nationale pour Jamal le 24 juin à Rome a été officiellement intégrée à la grande manifestation contre la baisse des retraites qui avait lieu le même jour. Les participants au cortège Jamal défilèrent aux cris de « Liberté pour Mumia Abu-Jamal ! », « Liberté pour tous les camarades emprisonnés ! » et « Liberté pour tous les communistes ! » Quand les partisans de Jamal rejoignirent le rassemblement pour les retraites, une banderole où l'on pouvait lire « Sauvez la vie de Mumia Abu-Jamal ! Non à la peine de mort raciste ! » et signée par le Comitato di difesa sociale e Proletaria, fut déployée à côté de la tribune officielle. Après qu'un porte-parole du cortège Jamal venu de Naples eut appelé à la libération de Mumia, un des orateurs présents à la tribune officielle déclara : « Je pense que je peux dire que nous tous ici voulons exprimer notre solidarité avec Mumia Abu-Jamal, que nous défendons tous Mumia Abu-Jamal. Etes-vous tous d'accord ? » Les quelque 70 000 travailleurs présents crièrent leur accord unanime, plaçant ainsi officiellement la manifestation sous le signe de la défense de Jamal.

Dans plusieurs villes d'Allemagne, des manifestations ont rassemblé de jeunes immigrés turcs et kurdes, des militants de gauche et antifascistes. A Berlin, deux manifestations de chacune 300 personnes ont eu lieu. Au cours de la manifestation berlinoise du 7 juin a été lue une déclaration de Markus Wolf qui, après avoir émigré pour échapper aux persécutions nazies du III^e Reich, a été le chef du service de renseignements est-allemand, avant d'être lui-même victime de la chasse aux sorcières du IV^e Reich allemand. Wolf, après avoir rappelé que ses parents avaient soutenu la campagne internationale pour les martyrs ouvriers Sacco et Vanzetti, exécutés aux USA en 1927, déclara : « Pendant le régime nazi et l'Holocauste, nous avons eu la vie sauve grâce à la solidarité internationale [...]. Je demande par conséquent à toutes les personnes qui ont rencontré l'injustice, ou qui luttent pour leurs droits, à se joindre à ceux qui exigent la vie sauve pour Mumia Abu-Jamal. »

En France, dans ce pays où la peine de mort a été légalement abolie mais où les flics et les fascistes l'appliquent dans les rues à l'encontre des immigrés et de leurs enfants, nombre de jeunes et de travailleurs qui veulent en finir avec la terreur raciste ont reconnu dans le combat pour Jamal leur combat. La campagne, lancée ici par le Comité de défense sociale (CDDS - l'organisation sœur du PDC), s'est désormais considérablement élargie. Plusieurs journaux ont publié des articles en défense de Mumia : *Témoignage chrétien*, *Politis*, *Charlie Hebdo*, *Maintenant*,

Rouge, *Lutte Ouvrière*, *le Monde libertaire*, *l'Humanité* (qui a reproduit notamment une intervention personnelle de Georges Marchais en faveur de Jamal auprès de Clinton), *Avant-Garde*, *Partisan*, *la Forge*... *L'Humanité* dimanche, qui consacre une rubrique hebdomadaire à Mumia, publia dans son numéro du 22-28 juin sa photo en couverture avec en gros titre : « Cet homme ne doit pas mourir ! » Plusieurs radios passent régulièrement des appels en faveur de Jamal : Média Tropical, Paris Plurielle, Radio libertaire qui lui a consacré plusieurs émissions.

Organisé par le CDDS dans le cadre des manifestations internationales d'urgence, le rassemblement parisien du 7 juin devant le consulat des Etats-Unis a reçu le soutien de plusieurs organisations, dont Voie prolétarienne (OCML), la Ligue pour une Internationale communiste révolutionnaire, Istrati, l'International Bolshevik Tendency, la République prolétarienne, Socialisme international... Un représentant antillais du SUD-PTT est venu y prendre la parole, et divers messages de solidarité y ont été lus - de personnalités comme le célèbre chroniqueur judiciaire Frédéric Pottecher ou l'écrivain Maurice Rajsfus, spécialiste de la question juive en France, et d'organisations comme la Ligue des droits de l'homme ou la CGT des dockers de Marseille déclarant qu'ils « aiment trop la liberté et la vie pour rester muets devant l'injustice raciste et le silence lourd de la peine de mort ».

De la confédération CGT à la Confédération des associations kurdes en Europe (KON-KURD), en passant par le Comité de défense des libertés, Ras l'front, l'Association Jean-Paul Marat, l'organisation de Serge Klarsfeld Les Fils et Filles des déportés juifs de France, ou la FEN - la liste des organisations réclamant la vie sauve pour Mumia s'allonge. Le MRAP a annoncé, lors d'une conférence de presse, un meeting d'« information et de solidarité » le 4 juillet et un rassemblement le 12 juillet. Le 8 juillet, un autre rassemblement - qui a reçu le

soutien officiel du CDDS, du groupe Alliance (Fédération anarchiste), des Noyaux anticapitalistes, de l'Organisation internationale des journalistes, de la Confédération nationale du travail (CNT), du PS et de l'Union régionale CGT d'Ile de France - vient de se tenir devant le consulat des Etats-Unis à Paris.

En finir avec la répression raciste

Une puissante vague de protestations est une nécessité urgente pour sauver la vie de Mumia. Dans les années 1930, il fallut un puissant mouvement d'ampleur mondiale pour empêcher le lynchage judiciaire des Scottsboro Boys, neuf jeunes Noirs victimes d'une machination, accusés d'avoir violé deux femmes blanches en Alabama. Ce qui est particulièrement crucial aujourd'hui, c'est de transformer le soutien que la cause de Jamal a commencé à recevoir de la part du mouvement ouvrier en actions concrètes, dans la voie indiquée par les manifestations ouvrières de Johannesburg et de Rome. Alors qu'aux Etats-Unis et ailleurs, les syndicats reçoivent coup après coup sous leurs directions procapitalistes traîtres, il est nécessaire, dans le cadre de la lutte pour insuffler une nouvelle vigueur au mouvement syndical, de traduire l'évidente sympathie pour la cause de Jamal en manifestations et luttes de masse.

La détermination de l'Etat à assassiner un homme dont le « crime » est d'élever la voix pour ceux qui sont au bas de l'échelle sociale est une leçon pour tous ceux qui luttent en faveur de l'égalité sociale et d'une vie décente pour tous. Aux USA comme dans tous les autres pays capitalistes, la libération des opprimés et de tous ceux qui sont frappés par la décadence sociale du capitalisme ne sera réalisée que grâce à une révolution ouvrière qui balayera l'Etat bourgeois sanguinaire - ses prisons, ses tribunaux, ses flics - et avec lui la peine de mort et toute la barbarie de l'exploitation et de l'oppression capitaliste.

- Adapté de Workers Vanguard n° 625

Rejoignez la campagne !

Organisez des actions de protestation ! Faites signer la pétition pour Mumia Abu-Jamal. Organisez dans votre syndicat, votre organisation, votre association, votre entreprise une projection de la vidéo *From Death Row, This Is Mumia Abu-Jamal* [Du couloir de la mort, ici Mumia Abu-Jamal]. Faites publier un article dans votre journal de votre organisation ou de votre syndicat ; faites adopter dans votre syndicat ou votre organisation une motion d'envoyer une lettre au gouverneur Ridge pour exiger : « Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir ! » Participez et faites participer aux manifestations. Contactez le CDDS au (1) 42 08 01 49 - CDDS, BP 202, 75822 Paris Cedex 17.

Envoyez des lettres de protestation à : Gouverneur Tom Ridge, Main Capitol Building, Room 225, Harrisburg, PA 17120, USA (avec copie au CDDS). Au moment où nous mettons sous presse, son numéro de télécopie est : 19 1 717 783 8609 et son numéro de téléphone : 19 1 717 787 2500.

L'argent est désespérément nécessaire ! Faire annuler la sentence de mort et obtenir un nouveau procès coûtera plus d'un million de dollars. L'équipe des avocats de Jamal a été à l'initiative du Committee to Save Mumia Abu-Jamal pour aider à réunir des fonds. Envoyez vos contributions par chèque, avec la mention « Campagne pour sauver Mumia Abu-Jamal », à l'ordre du CDDS qui transmettra l'intégralité des sommes au Committee to Save Mumia Abu-Jamal.

Ecrivez à Jamal pour exprimer votre solidarité : Mumia Abu-Jamal, AM8335, SCI Greene, 1040 E. Roy Furman Highway, Waynesburg, PA 15370-8090, Etats-Unis.

Le procès de 1982: une parodie de justice

La machination contre Jamal

Nous reproduisons ci-dessous une version adaptée d'un article paru dans *Workers Vanguard*, le journal de nos camarades américains de la *Spartacist League*.

Le vendredi 2 juin au matin, alors qu'il travaillait sur sa défense à la bibliothèque de droit de la prison de haute sécurité de Greene, Mumia Abu-Jamal se vit remettre par les autorités pénitentiaires son ordre d'exécution. Il fut immédiatement conduit hors de la bibliothèque, ses notes et ses autres affaires personnelles lui furent retirées et il fut amené dans la section du couloir de la mort où les prisonniers sont détenus après la signature d'un tel ordre. Sachant pertinemment que ses avocats étaient sur le point de déposer un mémoire qui démontre sans aucune ambiguïté son innocence, le gouverneur de Pennsylvanie Tom Ridge n'en a pas moins décidé d'exécuter Jamal, par injection, le 17 août. L'objectif de Ridge, comme il l'a proclamé cyniquement, est « d'honorer une promesse électorale ». Cet acte haineux n'est que le dernier chapitre de l'histoire monstrueuse de la vendetta menée par l'Etat contre Mumia Abu-Jamal.

Depuis 13 ans, Jamal est emprisonné dans le quartier des condamnés à mort, accusé faussement et condamné pour le meurtre de Daniel Faulkner, un policier de Philadelphie, en décembre 1981. Depuis 13 ans, il clame son innocence et accuse le système d'injustice raciste qui cherche à le tuer. Il accuse avec force ses accusateurs de machination à motifs politiques, une machination qui vise à réduire à jamais au silence sa voix puissante qui s'est élevée pour défendre les opprimés. A l'époque de son arrestation, il était considéré par beaucoup comme l'un des plus prometteurs parmi les jeunes journalistes de radio de Philadelphie, et il était président de la section de Philadelphie de l'Association des journalistes noirs. Pour avoir dénoncé de façon courageuse et incisive le racisme et les brutalités policières, Mumia avait mérité le surnom de « voix des sans-voix » – ainsi que la haine inextinguible des flics de Philadelphie et des partisans de l'« ordre » qui sont leurs alliés au gouvernement et dans les médias.

A beaucoup d'égards, Mumia Abu-Jamal a subi la « justice » truquée que réserve aux Noirs ce système capitaliste qui expédie en masse les jeunes des ghettos dans l'enfer des prisons et qui a le taux de personnes incarcérées le plus élevé de tous les pays industrialisés occidentaux. Mais dans cette affaire, il y a plus. Mumia n'était pas juste un jeune Noir ordinaire précipité dans un cauchemar raciste parce qu'il s'est trouvé au mauvais endroit au mauvais moment. En tant que militant du Black Panther Party (BPP), dirigeant noir potentiel et, plus tard, partisan de l'organisation MOVE à Philadelphie, il a été désigné comme l'homme à abattre par les forces de l'« ordre ».

Ainsi que le montrent les 700 pages des dossiers du FBI récemment communiqués après trois ans de bataille juridique, dès 1969, quand à l'âge de 15 ans il est apparu comme un porte-parole des Panthers à Philadelphie, il a été soumis à la surveillance, au harcèlement et aux tentatives de machination de l'opération terroriste COINTELPRO du FBI, qui visait à « neutraliser » les militants noirs et de gauche. Un rapport du FBI daté du 24 octobre 1969 préconisait de le placer sous haute surveillance: « Malgré l'âge du sujet (15 ans), Philadelphie estime



Jamal sur son lit d'hôpital après avoir été blessé et passé à tabac par les flics de Philadelphie, en décembre 1981. N'ayant pas réussi à l'exécuter dans la rue, les hommes de main de la bourgeoisie ont organisé son lynchage judiciaire.

que sa participation soutenue aux activités du BPP dans la division de Philadelphie, la position qu'il occupe dans la section du BPP à Philadelphie, et ses inclinaisons passées à apparaître et à intervenir dans des rassemblements publics, le sujet doit être inscrit dans le Fichier de sécurité. »

Quand, en 1978, Mumia raconta du point de vue des assiégés le siège meurtrier de la maison de la communauté MOVE à Powelton Village, le maire d'alors, l'ex-chef de la police Frank Rizzo, dénonça une « nouvelle race » de journalistes, comme Jamal. Il menaçait: « Vous serez tenus pour responsables de ce que vous faites, et vous en répondrez. » Trois ans plus tard, dans une rue sombre de Philadelphie, à 4 heures du matin, les flics trouvèrent finalement l'occasion qu'ils attendaient.

Le cas de Mumia Abu-Jamal symbolise aujourd'hui tout ce que signifie la peine de mort barbare et raciste, et les réactionnaires partisans de l'« ordre » le haïssent aussi pour cela. Ils cherchent à dépeindre les 3 000 personnes – dans leur écrasante majorité pauvres, noirs ou hispaniques – qui sont dans le quartier des condamnés à mort aux Etats-Unis comme des tueurs sadiques sans nom et sans visage. Et la voix éloquente et passionnée de Mumia détruit ce mensonge.

L'association de policiers Fraternal Order of Police (FOP) de Philadelphie et ses alliés mènent une vendetta haineuse et hystérique pour le réduire au silence et intimider ses partisans. Après un rassemblement en faveur de Jamal qui s'était tenu à Philadelphie en 1990, Richard Costello, le chef du FOP, réclamait la chaise électrique pour Mumia et un « divan électrique » pour ses partisans. Quand, l'année dernière, la National Public Radio accepta de diffuser une série de chroniques de Jamal sur la vie en prison, le FOP lança une violente campagne d'intimidation reprise par Robert Dole, sénateur du Parti républicain, et réussit à censurer Jamal. Et Clinton a tenu à être présent lors du rassemblement annuel du FOP à Washington.

Quand, en mai dernier, un recueil d'articles écrits par Jamal dans sa prison parut sous la forme d'un livre, *Live from Death Row* [En direct du couloir de la mort], publié par une grande maison d'édition (Addison-Wesley), les forces qui

veulent sa mort ont orchestré une campagne médiatique de grande ampleur pour étouffer l'ardente humanité qu'expriment ses écrits. Les grands médias, depuis le *Washington Post* jusqu'au *New York Times* et au journal télévisé *Evening News* de Dan Rather sur CBS, essayèrent de le diaboliser en le présentant comme un « tueur de flics » pervers et sadique et en exhibant cyniquement la veuve du flic tué. Article après article et jusqu'à la nausée, Maureen Faulkner se « rappelait » comment au cours du procès Jamal lui avait « souri » tandis qu'un médecin légiste brandissait la chemise tachée du sang de son mari pour montrer les trous faits par les balles. Mais les minutes du procès montrent que Jamal n'était pas présent dans la salle d'audience quand cet incident est censé avoir eu lieu.

Les forces de mort ont aussi colporté le mensonge qu'il a bénéficié d'un « procès équitable » et a été reconnu coupable par un « jury de ses pairs ». Ainsi, dans une lettre envoyée le 2 juin aux acteurs Ed Asner et Mike Farrell et à d'autres personnalités qui défendent Jamal, sur papier à en-tête officiel du procureur de Philadelphie Lynne Abraham, le procureur-adjoint Arnold Gordon écrit: « Du point de vue des preuves, le dossier de l'accusation contre Mumia Abu-Jamal était écrasant, un des plus solides que j'ai vus au cours de mes 25 ans de carrière de procureur. Un jury l'a reconnu coupable et a prononcé une condamnation à mort justement méritée. »

En fait, le procès de Mumia a été du début à la fin une parodie de justice, entachée d'irrégularités à tous points de vue, comme nous allons le montrer en détail en passant en revue les preuves « écrasantes » mentionnées par Gordon et présentées par l'accusation en juin-juillet 1982. Comme l'expliquait Len Weinglass, l'avocat de Jamal, lors de la conférence de presse qui, le 5 juin dernier, a suivi le dépôt du mémoire demandant l'annulation de la peine de mort et un nouveau procès, « Mumia Abu-Jamal n'a jamais eu de procès ». Ainsi que l'établit ce mémoire, le « procès » était truffé de violations des droits constitutionnels de Jamal et marqué par de nombreuses irrégularités de la part de la police et du procureur: dissimulation de preuves de son innocence, intimidation de témoins, exclusion raciste de jurés noirs potentiels.

Dans un article publié dans *New York Newsday* (22 juin), l'écrivain Terry Bisson décrit le déni de justice flagrant que fut son procès: « Le procès pour meurtre d'Abu-Jamal a été un rêve de policier. Le droit d'assurer lui-même sa défense lui ayant été refusé, il fut défendu par un incompetent commis d'office qui fut plus tard rayé du barreau (et qui a depuis reconnu par écrit, en détail, ses fautes). Abu-Jamal a été mis en accusation par un procureur qui fut plus tard sanctionné pour avoir dissimulé des preuves dans un autre procès. Abu-Jamal n'a eu droit qu'à 150 dollars pour recueillir des témoignages. Mais le clou du spectacle fut le juge. Membre depuis toujours du Fraternal Order of Police, qualifié de « cauchemar de la défense » par le *Philadelphia Inquirer*, le juge Albert F. Sabo a condamné à mort davantage de gens (31 à ce jour, dont seulement 2 Blancs) qu'aucun autre juge siégeant en Amérique. Un de ses collègues a qualifié son tribunal de « centre de vacances pour procureurs » du fait de son parti pris en faveur de l'accusation. »

Depuis le moment où le Partisan Defense Committee (PDC) a pris en charge le cas de Jamal, il y a huit ans de cela, nous avons insisté que le combat pour le sauver ne peut pas s'en remettre aux tribunaux capitalistes, mais qu'il doit se tourner vers la mobilisation des masses, et centralement vers la puissance sociale du mouvement syndical. Depuis lors, des syndicats représentant des millions de travailleurs – aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Afrique du Sud et dans d'autres pays – ont pris fait et cause pour Jamal. Des dizaines de milliers, peut-être des centaines de milliers de personnes, ont signé des pétitions ou écrit des lettres adressées au bureau du gouverneur de Pennsylvanie pour exiger: « Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir! » Des milliers de personnes sont descendues dans la rue, notamment pour les manifestations d'urgence qui ont suivi la signature de l'ordre d'exécution. Ces milliers de manifestants doivent devenir des dizaines et des centaines de milliers, afin que la classe ouvrière pèse de tout son poids dans cette phase cruciale du combat pour le sauver et obtenir sa libération.

Le dossier de l'accusation: trois éléments, trois mensonges

Afin de disséquer la caricature de justice qui a conduit Mumia Abu-Jamal dans le couloir de la mort, nous commencerons par examiner la version de la fusillade donnée par l'accusation. Que s'est-il passé au petit matin du 9 décembre 1981? Nul ne conteste que tout a commencé quand Faulkner a fait stopper une vieille camionnette Volkswagen conduite par Billy, le frère de Jamal. Un des occupants du véhicule est sorti. Le flic a commencé à le frapper. Jamal, qui à l'époque travaillait au noir comme chauffeur de taxi, se trouvait là par hasard et assista à la scène. Ces événements se produisirent à environ 3 h 55 du matin, en plein milieu du quartier « chaud » de Philadelphie. La rue était plongée dans l'obscurité, mais les bars étaient en train de fermer et beaucoup de gens se trouvaient dans la rue, à pied ou en voiture. Plusieurs coups de feu retentirent. L'incident dura en tout moins de deux minutes, et plusieurs voitures de police commencèrent immédiatement à converger vers le lieu du drame. Jamal fut retrouvé grièvement blessé d'une balle dans la

poitrine. Faulkner, blessé, était étendu à proximité. Jamal devait survivre après avoir subi une opération, mais le flic mourut une heure plus tard.

Comme le déclarait Leonard Weinglass, l'avocat de Jamal, au cours de la conférence de presse du 5 juin dernier à Philadelphie, le dossier de l'accusation contre Jamal repose sur trois éléments. Premièrement, l'accusation a affirmé que trois témoins avaient identifié Jamal comme étant l'auteur des coups de feu. Deuxièmement, l'accusation a affirmé qu'il aurait « avoué » avoir tiré à son arrivée à l'hôpital où ses blessures devaient être soignées. Troisièmement, l'accusation a argumenté que le fait que son pistolet avait été retrouvé sur place montrait qu'il était l'auteur des coups de feu. Comme le mémoire récemment déposé par les avocats de Jamal le montre de façon détaillée, chacune des affirmations de l'accusation est fautive et basée sur des éléments déformés afin d'incriminer Jamal.

1 Le pistolet sans traces de poudre : balistique et autopsie

Examinons tout d'abord la question du pistolet et des coups de feu. La théorie de ce qui se serait passé au cours de la fusillade développée par l'accusation, et reprise par le procureur-adjoint Gordon dans sa lettre du 2 juin, s'énonce comme suit : « Abu-Jamal, qui conduisait un taxi dans le voisinage, accourut de l'autre côté de la rue en direction du policier Faulkner. Abu-Jamal tira un coup de feu dans le dos du policier. Le policier Faulkner s'écroula à terre ; Abu-Jamal mit le policier en joue et tira à nouveau à quatre reprises, y compris une balle en plein visage. Au cours de la fusillade, le policier Faulkner réussit à tirer un coup de feu sur Abu-Jamal. »

Gordon affirme ensuite que la balle qui a tué Faulkner a été « tirée à moins de 50 centimètres du visage du policier », que celle qui l'a atteint dans le dos « a été tirée à une distance d'approximativement 23 centimètres et que les balles qui ont traversé ses vêtements ont elles aussi été tirées d'une très courte distance ». D'après Gordon, deux pistolets furent retrouvés sur les lieux : « L'arme du policier Faulkner avait tiré une seule balle et l'arme d'Abu-Jamal contenait cinq douilles. » Il s'agissait de cartouches de type +P et, déclare Gordon, « la balle extraite du corps du policier Faulkner était aussi de type +P, mais elle était tellement endommagée qu'il était impossible de la comparer à une balle-test tirée avec l'arme d'Abu-Jamal ».

Il convient de noter que Gordon ne dit pas qu'une ou plusieurs balles auraient été tirées par le pistolet de Jamal. Si vous voulez savoir si un pistolet a ou non récemment été utilisé, ce n'est pas difficile : il vous suffit d'approcher votre nez de l'extrémité du canon pour sentir ou non une odeur de poudre consommée. (Les experts en balistique affirment que l'odeur persiste pendant quatre à cinq heures, et elle aurait assurément été décelable après quatre ou cinq minutes.) Soit la police a négligé de procéder à ce simple test – ce qui paraît difficile à croire – soit elle a dissimulé le fait que le pistolet de Jamal n'a effectivement pas été utilisé cette nuit-là. Quant aux cartouches +P, ce type de munitions est largement répandu. Et alors que les flics affirment que le pistolet de Jamal (pour lequel il disposait d'un permis de port d'armes) contenait cinq douilles, les flics n'ont jamais retrouvé plus de trois balles sur les lieux. L'une d'elles a été extraite du corps de Faulkner. Comme le note le mémoire judiciaire de Jamal, « le médecin légiste a conclu que la balle fatale était de calibre 44. Le pistolet de M. Jamal était de calibre 38. »

Le laboratoire de la police a fait état uniquement de résultats de tests montrant que la « signature » du pistolet de Jamal (huit cloisons et rayures, et une rotation vers la droite) était « compa-

tible » avec la balle qui a tué le flic. Mais il existe des millions de pistolets avec cette signature balistique aux Etats-Unis. Un expert en balistique récemment consulté par les avocats de Jamal, après avoir examiné les rapports de police, énumère une série de « questions en rapport avec l'expertise balistique qui nécessitaient d'autres investigations et d'autres tests ». Ou bien la police a omis de faire procéder aux tests normaux, ou bien – ce qui est plus probable – les résultats démontraient que l'arme de Jamal n'avait pas été utilisée, et ils ont donc été tenus secrets. Particulièrement significatif à cet égard est le fait que les flics n'ont pas dit avoir examiné les mains de Jamal pour y trouver d'éventuelles traces de poudre. Cependant, affirme l'expert en balistique, « en 1981 de tels tests étaient fréquemment pratiqués quand un suspect était appréhendé immédiatement après une fusillade ». Le rapport balistique de la police était si peu convaincant qu'un capitaine de la brigade criminelle le reconnut à l'époque : « Un expert pourra dire que la balle a été tirée par l'arme de Jamal, et on pourra en faire venir un autre de l'Iowa qui dira : " J'ai 20 ans d'expérience et je dis qu'elle n'a pas été tirée par cette arme. " En fait, nous ne savons pas » (Bulletin de Philadelphie, 11 décembre 1981).

Le réexamen effectué par les experts engagés par Jamal des rapports d'autopsie contredit également la théorie de l'accusation quant au déroulement de la fusillade. Si Faulkner avait reçu une balle tirée d'une « très courte distance », il y aurait normalement dû avoir des traces

A gauche : Les flics de Philadelphie frappent sauvagement Delbert Africa au cours de leur raid sur la maison de MOVE à Powelton Village. A droite : Frank Rizzo, le maire raciste de Philadelphie, pendant la conférence de presse où il justifia cette attaque et menaça « une nouvelle race » de journalistes. Mumia Abu-Jamal est à gauche sur la photo.



de coup de feu (perforations) au dos de sa veste. Or, il n'y en avait pas. En outre, l'accusation prétend que Jamal a reçu une balle alors qu'il se tenait debout adessus de Faulkner, déjà blessé. C'est matériellement impossible, d'après le docteur John A. Hayes, médecin légiste-adjoint de la ville de New York et titulaire de la chaire de médecine légale de la Boston University School of Medicine. Le docteur Hayes note que la balle tirée par Faulkner en direction de Jamal avait une trajectoire fortement inclinée vers le bas, étant entrée par le haut de sa poitrine pour aller se loger dans le bas de son dos.

2 Des « aveux » fabriqués de toutes pièces

Le deuxième élément sur lequel s'appuie l'accusation est que Jamal – chroniqueur judiciaire et journaliste expérimenté – aurait « avoué » à haute voix sa culpabilité à l'hôpital. Citons là encore le procureur-adjoint Gordon : « Tandis que les médecins tentaient d'apporter des soins d'urgence au policier Faulkner, d'autres policiers s'efforçaient, malgré la résistance d'Abu-Jamal, de l'emmener au service des urgences. Alors qu'il se trouvait devant l'entrée de la salle des urgences, Abu-Jamal se tourna vers l'ex-coéquipier du

policier Faulkner et déclara : " J'ai tiré sur ce fils de pute et j'espère que ce fils de pute va mourir. " Abu-Jamal cria cela une nouvelle fois quand on l'amena à quelques mètres de l'endroit où le policier Faulkner était soigné sans succès. (Lors de son procès, des employés de l'hôpital témoignèrent des vociférations de Jamal.) »

Pour commencer, au moment où Jamal fut brutalement jeté par terre devant la porte de la salle des urgences, les bras menottés derrière le dos, il n'était en état ni de crier ni de « vociférer » grand-chose. Une balle avait traversé son foie, une autre s'était logée près de sa colonne vertébrale. Un médecin qui examina Jamal moins de dix minutes après son arrivée le trouva « affaibli [...] au bord de l'évanouissement ». Un autre médecin qui le vit lors de son admission – au moment de ses prétendus aveux – l'entendit seulement gémir pendant que les flics le frappaient.

Les « employés de l'hôpital » qui affirmèrent l'avoir entendu proclamer à voix haute sa culpabilité étaient un flic et une femme vigile. Le flic en question était Garry Bell, le coéquipier et le « meilleur ami » de Faulkner, qui reconnut avoir menacé de tuer Jamal. (Trois ans plus tôt, Bell avait abattu et tué un automobiliste après l'avoir arrêté pour une prétendue violation du code de la route, en plein milieu de la nuit dans le ghetto noir des quartiers ouest de Philadelphie.) La femme vigile, qui avait commencé par mentir en affirmant ne pas connaître Faulkner, admit par la suite avoir souvent pris le café en sa compagnie.

s'emparer de son arme que le policier éloigna d'un coup de pied [...]. Abu-Jamal fut identifié comme étant l'auteur des coups de feu par trois témoins qui ne l'avaient pas un seul instant perdu de vue pendant toute la durée de l'incident. »

Même si l'on se réfère aux versions des événements données par les flics eux-mêmes, cette histoire ne tient pas debout. Les « trois témoins » étaient Cynthia White, une prostituée qui déclara qu'elle travaillait au coin de la 13^e avenue et de la rue Locust au moment de la fusillade ; Robert Chobert, un chauffeur de taxi ; et Mark Scanlan, un jeune automobiliste blanc qui reconnut de lui-même qu'il avait bu et que tout ce dont il se souvenait était de la « confusion ». Sur place, Scanlan avait déclaré à la police que Jamal était le conducteur de la camionnette Volkswagen et qu'il ne savait pas où était allé le tireur. Lors du procès, Scanlan déclara ne pas pouvoir identifier le tireur. En outre, aucun des « témoins qui n'avaient jamais perdu de vue » Jamal ne l'a vu recevoir une balle.

Quant à Chobert, il déclara initialement à la police que le tireur pesait plus de cent kilos et « s'était enfui en courant ». Chobert affirma par la suite que le tireur avait couru « 30 pas », qui devinrent seulement 10 pas lors du procès. Mais Jamal pesait environ 80 kilos et fut retrouvé à l'endroit où il s'était écroulé, grièvement blessé. Chobert, qui est blanc, aurait reconnu Jamal parmi trois Noirs portant des « dreadlocks » et présents sur les lieux cette nuit-là. En fait d'« identification », la police a demandé à Chobert :

Et, plus important encore, Bell et la vigile attendirent plus de deux mois après les faits pour mentionner ces « aveux », précisément au moment où Jamal porta plainte pour mauvais traitements contre les flics qui l'avaient frappé à l'hôpital. On n'en trouve mention ni dans le rapport rédigé cette nuit-là par Bell, ni dans une déclaration qu'il fit une semaine plus tard. Par contre, Gary Wakshul, le flic chargé de surveiller Jamal, et qui resta en permanence avec lui entre son arrestation et son admission à l'hôpital, écrivit dans son rapport officiel sur les événements de ce jour-là qu'« au cours de cette nuit-là, l'individu noir de sexe masculin ne fit aucune déclaration ».

3 Les témoins : intimidation et subornation

Nous arrivons maintenant aux « témoins » de l'accusation. Gordon écrit : « Le policier Shoemaker, le premier policier arrivé sur les lieux, vit le policier Faulkner allongé dans une flaque de sang et Mumia Abu-Jamal assis au bord du trottoir, à proximité d'un pistolet. Il ordonna à Abu-Jamal de ne plus faire un geste. Refusant d'obtempérer, Abu-Jamal chercha à s'emparer du pistolet. Le policier Shoemaker cria à nouveau " Pas un geste ", mais Abu-Jamal continua à chercher à

« Est-ce bien cet homme ? » en ouvrant la porte du fourgon dans lequel Jamal était étendu, le visage et la poitrine « très très ensanglantés » (comme le rapporte un autre témoin). A cette époque, Chobert était en liberté provisoire après avoir été condamné pour incendie volontaire (il avait été payé pour lancer un cocktail Molotov contre une école) ; il avait également été condamné deux fois pour conduite en état d'ivresse. Son métier de chauffeur de taxi étant son seul gagne-pain, cela le rendait éminemment vulnérable aux pressions de la police.

Le témoin-vedette de l'accusation était Cynthia White. Ce fut la seule personne à témoigner, lors du procès, qu'elle avait vu Jamal, pistolet à la main, tirer sur Faulkner. Initialement, elle-même avait nié avoir vu Jamal avec un pistolet. White déclara que le tireur mesurait 1,73 m. – Jamal mesure 1,85 m. Elle prétendit s'être trouvée exactement à l'endroit où la camionnette Volkswagen s'était arrêtée. Mais aucun des autres témoins – y compris Chobert et Scanlan – ne dit l'avoir vue à cet endroit ; les seuls témoins qui se souvinrent l'avoir vue déclarèrent qu'elle se trouvait un demi-bloc de maisons plus loin. A l'époque du procès, elle purgeait une peine de 18 mois de

Machination...

Suite de la page 5

prison pour prostitution dans le Massachusetts, après avoir été arrêtée à 38 reprises, et elle devait être jugée pour trois délits de prostitution à Philadelphie. Après la fusillade, sa photo fut communiquée au commissariat de Faulkner avec pour instructions de la remettre à la brigade criminelle si elle était interpellée. Dans les dix jours qui suivirent, elle fut conduite à deux reprises dans les locaux de la brigade criminelle - pour délit de prostitution ! A chaque fois, elle fut remise en liberté ; à chaque fois, elle modifia sa déposition dans le sens souhaité par les flics pour incriminer Jamal.

L'accusation commença par nier qu'un marché avait été proposé à White en échange de son témoignage. Mais un autre témoin, Veronica Jones, une prostituée qui la connaissait, témoigna que quelques semaines après la fusillade la police l'avait interpellée et lui avait proposé un marché similaire : « *Ils me harcelaient en me disant que j'étais dans le coin et que j'avais vu Mumia, vous savez, ils faisaient ça, vous savez, délibérément. Ils essayaient de me faire dire quelque chose que l'autre fille avait dit [...] et ils nous disaient que nous pourrions travailler dans le secteur si nous leur disions.* »

Le juge Sabo écarta ce témoignage comme « sans rapport avec les faits » et « hors de propos ». Pourtant, White continua effectivement à « travailler dans le secteur » non seulement en toute impunité mais aussi avec la protection de la police. Une récente déclaration écrite d'un enquêteur qui tenta (sans succès) d'interroger White à l'époque comme témoin à décharge révèle : « *Il y avait toujours deux (2) policiers en civil près de l'endroit où elle travaillait, au coin de la rue Locust.* » Autant pour les « trois témoins » de l'accusation.

D'un autre côté, alors que seule la douteuse White a affirmé (tant bien que mal) avoir « vu » Jamal tirer sur Faulkner, au moins cinq témoins ont vu un Noir s'enfuir après la fusillade en direction d'une rue située à une distance correspondant environ aux « 30 pas » de Chobert. Deux d'entre eux, Chobert et William Singletary, ont déclaré explicitement que le fuyard était le tireur. Jones reconnut initialement avoir vu un ou deux hommes « s'éloignant au petit trot », mais il revint sur ce témoignage sous les pressions de la police. Dessie Hightower, un témoin de la défense, a effectivement témoigné lors du procès avoir vu un Noir prendre la fuite après la fusillade. Un autre témoin, Debbie Kordansky, qui n'a pas pu témoigner lors du procès, a aussi vu un homme qui s'enfuyait dans la même direction.

Singletary fut menacé de violence physique et d'arrestation pendant son interrogatoire dans les locaux de la police, les flics refusant d'enregistrer ses déclarations écrites jusqu'à ce qu'il accepte de nier avoir vu le tireur. Par la suite, il fut harcelé et menacé à plusieurs reprises à son travail ; il finit par se taire et par déménager dans un autre Etat des USA. Le récit de Singletary, qu'à l'époque la police avait dissimulé à Jamal et à son avocat, a été révélé pour la première fois dans le mémoire judiciaire récemment déposé.

Finalement, en ce qui concerne l'affirmation du procureur-adjoint Gordon que Jamal « *chercha à s'emparer du pistolet* » au moment de l'arrivée des flics sur les lieux, cette histoire a été inventée par le flic Shoemaker pour justifier le fait qu'il avait frappé au visage Jamal qui, blessé, perdait son sang. Le rapport rédigé cette nuit-là par le propre coéquipier de Shoemaker notait seulement que Jamal demandait de l'aide - en criant : « *Je suis blessé, je suis blessé* » - tandis que ledit coéquipier dit s'être « dirigé vers le trottoir et [avoir] récupéré deux revolvers

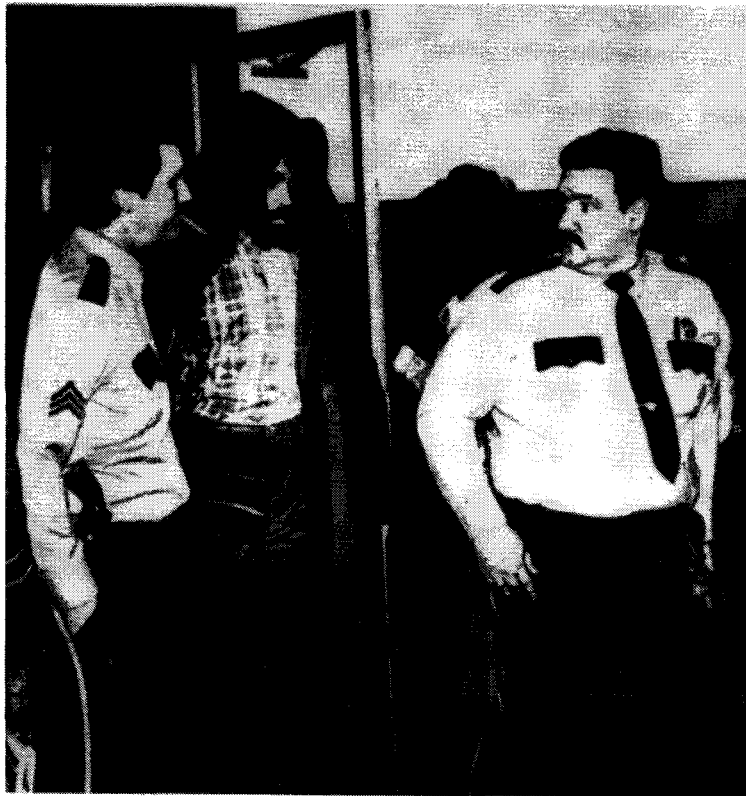
[...] parce que j'avais vu un individu blanc de sexe masculin en état d'ivresse qui s'approchait [...] [et] que j'avais peur qu'il s'approche des armes ».

Le « procès » : une parodie de justice

1 Un juge-lyncheur

Tout ce fatras de « preuves » fabriquées, extorquées, partielles et contradictoires constitue ce que le procureur adjoint Gordon considère être un dossier « *écrasant, un des plus solides* » dossiers qu'il ait jamais vu. Pour arracher une condamnation sur cette base, les flics, les procureurs et les tribunaux ont fait en sorte que tout semblant de « traitement équitable » soit refusé à Mumia, depuis sa comparution devant le tribunal jusqu'à la condamnation finale en passant par la

Everly/Philadelphia Daily News



Mumia Abu-Jamal est conduit à l'audience. Le « juge lyncheur » Albert Sabo refusa à Mumia le droit d'assurer lui-même sa défense, et même celui d'assister à la plus grande partie de son procès.

sélection du jury. Au cours du procès, Jamal protesta à de nombreuses reprises contre les violations de ses droits, s'exclamant ainsi : « *Depuis le déroulement de ce procès, le début de ce procès, on m'a dit que j'avais un certain nombre de droits constitutionnels. En bonne place parmi ces droits figure celui d'assurer soi-même sa défense. Le droit de choisir un jury composé de mes pairs. Le droit d'être confronté aux témoins et de les interroger sur la base des informations qu'ils ont fournies. Ces droits m'ont été refusés [...]. Je veux mes droits dans ce tribunal, parce que c'est ma vie qui est en jeu.* »

Le « procès » de Jamal n'a eu de procès que le nom. Il n'avait pas véritablement d'avocat. Sans ressources, emprisonné sans qu'une caution ait été proposée, il se vit accorder seulement 150 dollars par personne pour rémunérer un enquêteur, un expert médical et un expert en balistique. Aucun médecin légiste ou expert en balistique n'aurait accepté des honoraires aussi bas, et l'enquêteur se trouva à court d'argent après avoir réussi à retrouver seulement deux personnes parmi les plus de cent interrogées par la police. Son avocat commis d'office, Anthony Jackson, objecta qu'il avait trop de travail pour s'occuper de cette affaire et qu'il avait besoin d'aide. A quatre reprises, Jackson demanda au tribunal des fonds supplémentaires ; à quatre reprises, sa demande fut rejetée. Finalement, Jamal demanda à assurer lui-même sa défense et prépara sa plaidoirie. Le premier jour du procès, le tribunal lui refusa le droit d'assurer lui-même sa défense, et obligea Jackson à le faire. Jamal ayant protesté contre cette décision, il fut expulsé du tribunal et n'assista pas à une grande partie du procès. Cela laissa un Jackson non préparé, non motivé et multipliant les maladresses - omettant même d'appeler des témoins à comparaître ou

de les préparer avant leur passage à la barre - assurer seul la défense.

Sabo est le juge-lyncheur le plus notoire de tout le pays, le « roi du couloir de la mort ». Il a été pendant 16 ans adjoint au shérif et il est membre à la retraite du FOP. Y compris d'anciens procureurs l'ont qualifié de « procureur en robe de juge ». Apprenant que les deux tiers des avocats interrogés dans le cadre d'une enquête d'opinion le considéraient comme inapte, Sabo proclama fièrement ses préjugés pro-accusation en déclarant, s'il était avocat de la défense : « *Je ne voterai pas non plus pour moi* ».

Le procureur, Joseph McGill, n'a pas été étranger aux machinations judiciaires. Dans une autre affaire, il fit condamner à la prison à vie Matthew Connor, qui était accusé d'avoir abattu une jeune fille, en grande partie sur la base qu'on avait retrouvé chez lui un fusil à pompe ; c'est seulement 11 ans plus tard qu'on apprit

phie (9 décembre 1981) s'empressa de faire remarquer que Jamal « *porte une coiffure en "dreadlocks" et a été associé à plusieurs causes des activistes noirs* ».

Les standards téléphoniques des radios furent submergés d'appels, dont certains réclamaient que Jamal soit lynché. Les articles les uns après les autres insistaient sur ses liens avec MOVE et les Black Panthers, invoquant à de nombreuses reprises l'utilisation par les Panthers du slogan maoïste « *Le pouvoir est au bout du fusil* ».

Deux jours après la fusillade, le *Daily News* publia l'information mensongère que « *les expertises balistiques préliminaires indiquent que les balles qui ont tué le policier Faulkner ont été tirées par le pistolet retrouvé sur le journaliste de radio Mumia Abu-Jamal* ». Quatre semaines plus tard, un article de première page proclamait : « *Jamal a avoué* », une affirmation attribuée non pas à Garry Bell mais à un inspecteur de police (qui fut ensuite condamné pour avoir touché des pots-de-vin et pour fraude fiscale). Cet inspecteur ne fut jamais appelé à témoigner au procès de Jamal. Au moment du procès, seulement 7 des 80 jurés potentiels reconnaissaient ne pas être au courant de l'affaire par les médias.

Le juge Sabo et le procureur McGill sélectionnèrent avec soin le jury pour assurer qu'il ferait bien montre d'un préjugé « sécuritaire ». Le troisième jour de la sélection du jury, Sabo refusa à Jamal - qui à ce moment assurait encore formellement sa propre défense - le droit d'interroger les jurés potentiels, en prétendant que la procédure prenait trop de temps. McGill exclut systématiquement les jurés noirs, utilisant 11 des 15 récusations qui lui étaient accordées pour récuser tous les jurés potentiels noirs - 14 en tout - à l'exception de trois. L'un de ces trois jurés noirs, une femme qui était le seul juré personnellement sélectionné par Jamal, et à qui le juge s'était opposé dès le début, fut ensuite retirée du jury par Sabo, sans que Jamal le sache, après qu'elle se fut momentanément absentée avant le début du procès pour raisons familiales impérieuses. (Quand un juré blanc dut s'absenter une journée en pleine audition des témoins, Sabo non seulement lui fournit une escorte officielle mais modifia le calendrier des audiences en conséquence.) Ce juré noir fut alors remplacé par un Blanc qui, interrogé par l'avocat de Jamal, reconnut ouvertement ne pas pouvoir être objectif dans cette affaire.

De nouveaux éléments révèlent que pendant les délibérations du jury, un groupe de jurés blancs constitua une fraction secrète qui se réunissait la nuit pour discuter de l'affaire et qui prit ensuite le contrôle des délibérations en faisant nommer un de ses membres coordinateur du jury.

Le fait qu'il ait été tenu à l'écart de la décision du juge concernant le juré noir, ainsi que lors d'une autre consultation secrète, signifie que les droits de Jamal ont été violés, à la fois en tant que représentant de la défense et qu'accusé. Quand Jackson, lors d'une audience, protesta : « *Je ne veux pas faire cela en l'absence de M. Jamal* », Sabo répliqua : « *Je me fiche de M. Jamal.* » Et de fait, ses droits furent violés à de multiples reprises au cours du procès. Le tribunal rejeta des demandes répétées d'une séance d'identification pour confirmer que White et Chobert reconnaissaient bien formellement Jamal. Le tribunal autorisa les flics et l'accusation à refuser de fournir les adresses des témoins qu'ils avaient interrogés. L'accusation non seulement dissimula des preuves de l'innocence de Jamal mais intimida des témoins et les contraignit à corroborer la version des flics. Cela constituait une violation claire et flagrante du droit constitutionnel à un traitement équitable.

Le précédent de l'affaire Brady stipule que le fait pour l'accusation de ne pas faire état de preuves favorables à la défense constitue un motif d'annulation d'un

2 Un tribunal sous influence

Le 9 décembre 1981, au cours d'une audience préliminaire, Jamal avait été inculpé de meurtre « au premier degré », c'est-à-dire avec préméditation. Mais même si l'on ajoutait foi à la version policière, il ne pourrait y avoir eu aucune préméditation dans cette fusillade qui, entre l'instant où Faulkner a fait arrêter la fourgonnette Volkswagen et le moment où il s'est écroulé blessé, a duré moins de deux minutes. Cette audience préliminaire était présidée par... le juge municipal Lynne Abraham, actuellement procureur-adjoint.

Bien avant l'ouverture de son procès, Mumia avait été jugé et condamné par les médias de Philadelphie. La mort de Faulkner avait fait les gros titres - et il était traité avec toute la sympathie et tous les honneurs que la presse capitaliste accorde à un flic mort - tandis que Jamal était une personnalité noire connue et controversée. Si un des premiers articles du *Philadelphia Inquirer* (10 décembre 1981) avait pour titre « Jamal : un activiste éloquent qui n'a pas peur d'élever la voix », le *Daily News* de Philadel-

verdict de culpabilité. L'exemple le plus flagrant de cette pratique dans le cas de Jamal est la manière dont les flics menacèrent Singletary pour l'obliger à modifier sa version des faits, avant de le contraindre à quitter la ville. Mais ce n'est pas le seul exemple. L'accusation refusa de révéler qu'un des témoins (Hightower), qui avait vu un homme s'enfuir en courant du lieu de la fusillade, avait été soumis à l'épreuve du détecteur de mensonges. Elle dissimula le fait qu'une série de photos avait été montrée à au moins un autre témoin (Robert Harkins), qui apparemment fut incapable d'identifier Jamal comme étant le tireur. Harkins ne fut jamais appelé à témoigner. Interrogé récemment par le nouvel enquêteur de Jamal, il reconnut qu'un « policier enquêteur de Philadelphie » lui avait dit « de ne parler à aucun représentant de la défense ». L'accusation dissimula aussi de nombreuses autres informations, dont des entrevues secrètes avec des témoins et des éléments concernant le manque de fiabilité de l'autopsie.

Une autre règle judiciaire clé non respectée dans le cas de Jamal est le précédent de l'affaire Chambers, qui stipule que le jury doit être autorisé à entendre des témoignages susceptibles de remettre en cause la crédibilité des témoins de l'accusation. Sabo refusa d'autoriser la défense d'interroger Chobert sur ses condamnations passées. Il ordonna que ne soit pas pris en compte le témoignage de la prostituée Veronica Jones sur le marché passé entre la police et Cynthia White. Et quand la défense demanda que les policiers enquêteurs qui avaient interrogé Jones soient appelés à la barre, Sabo rétorqua: « Nous n'avons pas à prouver que tous les témoins appelés à la barre sont des menteurs. »

Le fait le plus important est que Sabo, McGill et les flics conjuguèrent leurs efforts pour que Wakshul, le policier qui avait assuré la garde de Jamal et qui aurait pu réfuter ses prétendus « aveux », ne puisse pas témoigner. Quand l'avocat de Jamal demanda que Wakshul soit appelé à la barre, le dialogue suivant eut lieu: « Le président: Qui est ce policier que vous voulez appeler? De quoi va-t-il témoigner? Jackson: Qu'il a accompagné Jamal depuis le lieu de la fusillade. Le président: Et alors? Jackson: Pendant tout ce temps, l'individu noir de sexe masculin n'a rien déclaré. Il a été avec lui pendant tout ce temps. Le procureur: Il n'est pas ici. Je m'opposerai à ce qu'on le fasse venir. »

Par la suite, tandis que McGill était censé s'enquérir de l'endroit où l'on pourrait trouver Wakshul, Sabo insinua: « Il est peut-être en vacances. » Et, bien entendu, alors que dans le rapport de police concernant Wakshul figurait la mention « Pas en vacances », McGill revint et déclara: « Il est en vacances jusqu'au 8 juillet. » Sabo refusa alors catégoriquement la demande de suspension d'audience présentée par Jamal, en rétorquant: « Votre avocat et vous-même avez fait une bourde. »

3 La sentence de lynchage

Le 2 juillet 1982, à la suite de cette monstrueuse machination, le jury déclara Jamal coupable de meurtre au premier degré. Le lendemain, le samedi du week-end du 4 juillet [jour anniversaire de l'indépendance américaine], Jamal fut condamné à mort. Son avocat commis d'office ne fit rien pour préparer l'audience qui devait décider de la peine et n'appela aucun témoin de moralité pour dire pourquoi ne devait pas mourir cet écrivain talentueux et courageux, qui n'avait ni casier judiciaire ni antécédents d'actes de violence. Quand Jamal se leva pour lire une déclaration protestant contre le verdict et les violations de ses droits, Sabo utilisa cela comme prétexte pour laisser McGill introduire ouvertement dans les débats le passé et les convictions politiques de Jamal. McGill pro-

céda à un « interrogatoire » de Jamal à propos d'une interview qu'il avait accordée en 1970 à un journal et où il parlait de son activité au sein des Panthers. Les minutes du procès révèlent l'échange suivant: « Question: On cite souvent cette formule de vous: "Le pouvoir politique est au bout du fusil." Vous souvenez-vous avoir déclaré cela, Monsieur? Réponse: Je me rappelle avoir écrit cela. C'est une citation de Mao Tsé-tung [...]. Question: Vous souvenez-vous avoir déclaré: "Tout le pouvoir au peuple"? Réponse: Oui. Question: Pensez-vous que vos actes ainsi que votre philosophie s'accordent avec la citation: "Le pouvoir politique est au bout du fusil"? Réponse: Je crois que l'Amérique a montré que cette citation était juste. »

McGill argumenta ensuite que Jamal devait mourir parce que ces citations vieilles de plus de dix ans étaient censées prouver qu'il avait eu l'intention de tuer un flic « depuis cette époque ». Sur la base de la constante surveillance dont il était l'objet de la part des flics de Philadelphie et du FBI, ainsi que des dossiers que la police avait ouverts sur lui et qu'elle se garda bien de communiquer, l'accusation savait fort bien que « depuis cette époque » Jamal n'avait jamais commis aucun acte criminel mais avait simplement exprimé ouvertement ses convictions politiques.

Dans sa plaidoirie lors de l'audience qui devait décider de la sentence, le procureur McGill chercha aussi à convaincre les jurés qu'ils ne seraient aucunement responsables d'un lynchage judiciaire, en prétendant que Jamal pouvait faire « appel après appel après appel », et donc que, en réalité, la condamnation à mort ne serait nullement une condamnation à mort. Cela aussi constituait une violation flagrante de ses droits.

4 « Appel après appel après appel » ?

Quand, en 1989, Jamal fit appel contre cette utilisation flagrante de ses appartenances politiques lors de l'audience devant décider de la sentence, la Cour suprême de l'Etat de Pennsylvanie défendit McGill, son protégé, en argumentant que l'appartenance de Jamal à « une organisation politique impopulaire » comme le Black Panther Party démontrait son « mépris de longue date pour le système ». Toute la procédure dérogea aux règles ordinaires. Seuls quatre juges de la Cour suprême sur sept statuèrent sur l'appel de Jamal. Le Chief Justice (premier juge) Nix intervint dans la discussion orale contre le procureur en notant que l'argument sur les appels répétés avait déjà été jugé inconstitutionnel dans des affaires où le même procureur (McGill) avait employé les mêmes termes devant le même juge (Sabo). Pourtant, mystérieusement, le Chief Justice ne prit pas part au vote.

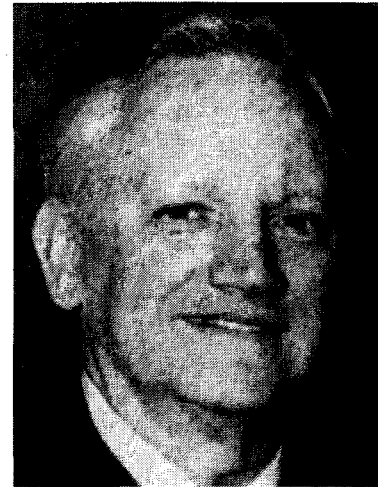
Trois ans plus tard, statuant sur l'affaire Dawson, la Cour suprême des Etats-Unis annula une condamnation à mort parce que le procureur avait mentionné les liens de l'accusé avec les fascistes de l'Aryan Brotherhood. Pourtant, la Cour suprême des Etats-Unis a refusé à deux reprises d'examiner la requête en appel présentée par Jamal sur la même base, la première fois en 1990, puis une nouvelle fois au moment même où l'affaire Dawson avait été mise en délibéré. Ce fait, comme des centaines d'autres, montre clairement que le procès de Jamal a été une machination politique du début à la fin, d'un bout à l'autre.

La justice exige la libération de Mumia Abu-Jamal !

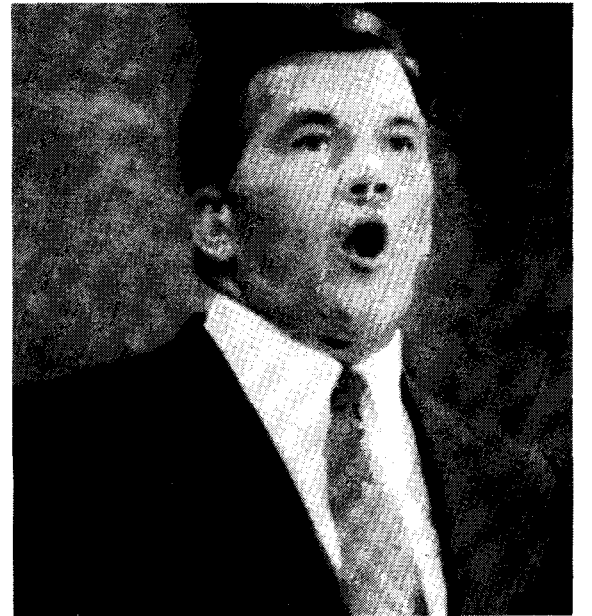
Cette machination est une leçon objective sur la nature de classe de l'Etat capitaliste. Les flics, les tribunaux et tout le système de « justice pénale » se sont associés et ont conspiré pour abattre cet

homme. Son seul crime est d'être une critique éloquent et percutant de l'oppression raciste qu'ils perpétuent et encouragent. Comme le résume bien la conclusion du mémoire récemment déposé par les avocats de Jamal, « dans cette affaire, tous les éléments de base d'un procès – la défense, l'accusation, le jury et la cour – étaient tellement entachés de préjugés défavorables que M. Jamal a été privé de tout semblant de traitement équitable. » Mumia Abu-Jamal n'a pas eu un procès équitable, il ne pouvait pas avoir de procès équitable et il n'aurait pas aujourd'hui la possibilité d'un procès équitable.

Jamal lutte pour sauver sa vie dans un climat de réaction raciste tous azimuts. Il suffit de regarder les dirigeants politiques des Etats-Unis. Le président démocrate Bill Clinton, quand il était gouverneur de



Philadelphia Inquirer
Le « procureur en robe de juge » Sabo (à gauche) et le « gouverneur de la mort » Tom Ridge.



l'Arkansas, interrompit sa tournée électorale de 1992 pour retourner à Little Rock superviser en personne l'exécution d'un Noir handicapé mental. L'année dernière, le Congrès américain – à une quasi-unanimité – a ajouté au code pénal fédéral quelque 60 chefs d'accusation passibles de la peine de mort. Aujourd'hui, avec une égale ferveur bipartisan, il a l'intention de définir pratiquement n'importe quel crime impliquant une arme de poing comme un acte « terroriste » passible de la peine de mort. Et plus d'une fois rien que l'année dernière, les tribunaux ont autorisé l'exécution de prisonniers dont l'innocence avait été démontrée. Pendant ce temps, plus d'un million et demi de personnes, la plupart noirs ou hispaniques, croupissent déjà derrière les barreaux des prisons. Comme le souligne Jamal dans son article « Un coup facile », c'est seulement avec les millions de dollars d'un O.J. Simpson qu'un Noir peut bénéficier fût-ce d'un semblant de justice devant les tribunaux américains.

En Pennsylvanie, le cas de Jamal est une question politique brûlante. Le gouverneur est un fervent partisan de la peine de mort en même temps qu'un ancien procureur. En réponse à une question sur les préjugés raciaux dans le procès Jamal, Ridge affirma contre toute évidence que les jurys sont « aveugles à la couleur [...]. La couleur n'a rien à voir avec leur décision finale. » Même la Cour suprême des Etats-Unis, statuant en 1987 sur l'affaire McCleskey, reconnut que la race a énormément à voir avec les condamnations à mort, mais elle décréta que cela n'avait aucune importance. Au bout du compte, cela revient au « principe » énoncé en 1857 par le Chief Justice Taney dans l'affaire de l'esclave fugitif Dred Scott: les Noirs « n'ont aucun droit qu'un Blanc soit tenu de respecter ». Il fallut une guerre civile pour renverser ce verdict et le système esclavagiste qu'il représentait, et il faudra une révolution ouvrière pour renverser le capitalisme et son système d'injustice criminelle. Le combat que mènent nos camarades de la Spartacist League US (SL/US) contre la peine de mort raciste aux USA est partie intégrante du combat pour parachever les tâches non terminées de la Guerre civile

(connue en France sous le nom de Guerre de Sécession) au moyen d'une troisième révolution américaine: une révolution socialiste.

L'application de la peine de mort est raciste partout aux Etats-Unis, mais elle l'est d'une manière peut-être plus flagrante encore en Pennsylvanie. Bien plus de la moitié des hommes qui sont dans le couloir de la mort dans cet Etat ont été condamnés à Philadelphie, une ville où le poids des minorités est important et qui a envoyé davantage de gens dans la machine à tuer que n'importe quelle autre ville, exception faite de Houston, dans le Sud profond. Bien que Philadelphie (40 % de Noirs) et le comté d'Allegheny (Pittsburgh et ses banlieues, qui sont à 90 % blanches) aient approximativement le même nombre d'habitants, Philadelphie a envoyé 15 fois plus de personnes

dans le couloir de la mort, et 80 % des condamnés à mort à Philadelphie sont noirs. Le procureur de Philadelphie requiert la peine de mort dans 85 % des affaires de meurtre. Le système judiciaire de Philadelphie est marqué par une « unité homicide » inconstitutionnelle formée de « juges lyncheurs » – comme Sabo – qui jugent exclusivement des affaires de meurtre. Ce groupe spécial est apparemment recruté par cooptation: ce sont des juges qui tirent réellement plaisir de la mort. Les avocats de Jamal ont demandé le dessaisissement de Sabo pour partialité mais, conformément aux procédures en vigueur en Pennsylvanie, Sabo est rappelé de sa demi-retraite pour juger sa propre partialité!

Pendant de nombreuses années, Philadelphie a été la « ville de Rizzo », chef de la police puis maire notoirement raciste qui a dirigé par la terreur la ville et a réprimé brutalement la population noire. Mais un Rizzo n'a été nécessaire ni pour monter la machination dont Jamal a été victime, ni pour lancer contre la maison de MOVE en 1985 la bombe incendiaire qui tua onze hommes, femmes et enfants noirs et détruisit tout un pâté de maisons. Cet abominable crime policier a été supervisé par le maire démocrate noir Wilson Goode, qui à l'époque avait refusé de se rendre sur place parce que, déclarait-il, il craignait que les flics attentent à sa vie.

A Philadelphie, la plupart de ceux qui ont traqué Jamal, depuis l'époque où il était un jeune militant politique jusqu'au moment où ils l'ont précipité dans le couloir de la mort, sont toujours en place, à des postes influents. Le procureur de Philadelphie était en 1981 Ed Rendell, qui deux jours après son arrestation le proclamait déjà coupable de meurtre; aujourd'hui, Rendell est maire de la ville. Le procureur-adjoint qui a requis contre Jamal, Joseph McGill, travaille aujourd'hui officiellement comme avocat du FOP et défend ses membres contre des accusations de pots-de-vin, de vol et de corruption. Et le juge qui a décidé du chef d'accusation, Lynne Abraham, est aujourd'hui le procureur « libéral » dont les services ont mis tout leur poids dans

Rivalités impérialistes et massacres nationalistes

OTAN-ONU hors des Balkans !

L'article que nous reproduisons ci-dessous est adapté de Workers Vanguard (n° 625), le journal de nos camarades de la Spartacist League/US.

26 juin – Er mai dernier, des avions de combat américains bombardaient les forces serbes bosniaques ; elles répliquèrent en prenant en otage des « soldats de la paix » britanniques, français et autres appartenant à l'ONU. Le président américain Clinton annonça que des troupes terrestres US participeraient à « une reconfiguration et un renforcement » des forces de l'ONU. Plus de 23 000 militaires américains furent envoyés dans les Balkans ou mis en alerte. Le 3 juin, au cours d'une réunion de l'OTAN qui s'est

dans les Balkans. Des chasseurs-bombardiers Tornado, équipés de dispositifs sophistiqués de brouillage antiradar, rejoindront les appareils de l'OTAN pour assurer la couverture aérienne de la Force de réaction rapide. Cela marque une étape majeure pour l'Allemagne de l'après-réunification qui, depuis l'annexion de l'Allemagne de l'Est en 1989-90, s'affirme de plus en plus nettement sur la scène internationale. Bonn a déjà envoyé deux navires de guerre dans la région et des officiers allemands sont à bord des avions-radars AWACS qui coordonnent les frappes aériennes de l'OTAN. Cette initiative constitue la première mission de combat pour des forces armées allemandes depuis la Deuxième Guerre mon-

l'Est, la contre-révolution a été attisée par la résurgence du nationalisme, qu'à son tour elle a renforcée. En même temps, avec la disparition de l'Union soviétique, le système des alliances de la guerre froide se disloque devant la montée des rivalités interimpérialistes, principalement entre les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon. En annonçant la décision de Bonn d'envoyer des forces aériennes, terrestres et navales dans la région, le ministre de la « Défense » allemand Volker Rühe « a déclaré que le fait de contribuer à la mission balkanique donnera à l'Allemagne davantage de poids en Europe », rapporte l'agence Associated Press dans une dépêche du 26 juin, qui cite ces propos du ministre : « Les Américains sont clairement aux marges de cette politique, le rôle moteur étant joué par la Grande-Bretagne et la France. »

Les guerres nées de l'éclatement de la Yougoslavie ont révélé et intensifié les tensions au sein de l'OTAN, qui a perdu sa raison d'être centrale. De fait, l'idéologue réactionnaire américain Jonathan Clarke, du Cato Institute de Washington, argumente pour la dissolution pure et simple de l'OTAN et un retrait total de Bosnie : « Pendant la Guerre froide, l'OTAN a joué un rôle vital. Mais en maintenant l'alliance en vie au-delà de son existence utile, les responsables de la politique américaine risquent de voir les Etats-Unis entraînés dans des guerres obscures où les intérêts américains sont minimes et où le rôle de l'Amérique – comme en Bosnie – aggrave une situation déjà catastrophique » (Los Angeles Times, 30 mai).

La politique américaine dans les Balkans, ou plutôt l'absence de toute politique cohérente, n'est pas déterminée par ce qui se passe sur le terrain en Bosnie, mais par les relations fluctuantes de Washington avec Londres, Paris, Bonn, Moscou et, indirectement, Tokyo. En dépit de toutes les hésitations, l'introduction d'une force de frappe renforcée de l'OTAN pourrait bien changer le caractère de la guerre, « en subordonnant les armées des Croates et des Musulmans bosniaques à une guerre impérialiste contre les Serbes », comme nous le faisons remarquer il y a deux semaines (Workers Vanguard n° 624). Dans cette éventualité, le devoir élémentaire des marxistes révolutionnaires et des ouvriers ayant une conscience de classe serait de défendre les Serbes contre une offensive impérialiste.

Le IV^e Reich allemand a poussé à l'éclatement sanglant de la Yougoslavie

La République fédérale socialiste de Yougoslavie est née de la Deuxième Guerre mondiale, quand les partisans du parti communiste de Tito l'emportèrent sur l'armée d'occupation allemande ainsi que sur les fascistes croates oustachis et sur les royalistes serbes tchetniks. Jouisant au lendemain de la guerre d'une popularité et d'une autorité morale immenses, Tito et ses camarades socialisèrent l'économie – mais d'une façon bureaucratiquement contrôlée et déformée – au nom de la « fraternité » et de l'« unité » des travailleurs de Yougoslavie. Même un ancien ambassadeur américain en Yougoslavie comme Walter Zimmermann reconnaît la relative bonne entente nationale sous le système titiste contrastant avec le nationalisme fratricide d'aujourd'hui : « En dépit de tous leurs péchés, les dirigeants communistes yougoslaves incitèrent rarement leur auditoire captif à haïr d'autres Yougoslaves à cause

de leur origine ethnique [...]. En fait, le principal cliché de la Yougoslavie de Tito était « la fraternité et l'unité ». Les nationalistes sont différents. De Belgrade à Zagreb, ils exhortent constamment les citoyens à haïr les membres des groupes ethniques différents » (New York Review of Books, 2 février).

Le nationalisme meurtrier, qui était caractéristique de la Yougoslavie capitaliste de l'entre-deux-guerres, a attisé et conduit la contre-révolution capitaliste. Ce processus a été préparé par les déformations bureaucratiques et les limites inhérentes au stalinisme yougoslave, avec son programme de construction du « socialisme dans un seul pays ». Seule l'extension de la révolution prolétarienne aux pays capitalistes avancés d'Europe de l'Ouest pouvait fournir la base économique à une authentique égalité nationale dans la région relativement pauvre que sont les Balkans. Le « socialisme de marché » de Tito, qui avait ouvert la Yougoslavie à une pénétration économique impérialiste accrue, renforça les disparités entre les différentes régions, attisant ainsi la résurgence du nationalisme.

Particulièrement après la mort de Tito, en 1980, la bureaucratie stalinienne yougoslave se disloqua de plus en plus suivant des lignes de fracture nationales. A la fin des années 1980, un nationaliste criard, Slobodan Milosevic, qui avait pris la direction de la Ligue serbe des communistes, piétina les équilibres nationaux soigneusement mis en place par Tito en commençant par une attaque violente contre les Albanais du Kosovo. Les efforts de Milosevic pour constituer une « Grande Serbie » renforcèrent à leur tour le nationalisme anticommuniste en Croatie et en Slovénie, les républiques les plus prospères et traditionnellement catholiques de la Yougoslavie, qui appartenaient auparavant à la sphère d'influence germanique. Des documents récents ont révélé que depuis plusieurs dizaines d'années les services secrets ouest-allemands travaillaient en étroite collaboration avec les oustachis croates et autres nationalistes réactionnaires pour favoriser l'éclatement de la Yougoslavie titiste.

Tandis que la vague de la contre-révolution capitaliste déferla sur l'Europe de l'Est, la crise finale de la Yougoslavie titiste se produisit début 1991, quand les gouvernements nationalistes réactionnaires nouvellement élus de Croatie et de Slovénie firent sécession de l'Etat fédéral. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France firent assez mollement quelques efforts diplomatiques pour préserver un Etat yougoslave tout en restructurant son économie de façon capitaliste. Mais le IV^e Reich allemand nouvellement réuni entra alors en scène de façon décisive et contraignit ses alliés européens à reconnaître les indépendances de la Slovénie, de la Croatie et, un peu plus tard, de la Bosnie.

Nous écrivions à l'époque : « Les maîtres des banques de Francfort et des usines de la Ruhr pensent qu'avec la réunification de l'an dernier, ils ont effacé la défaite du III^e Reich de 1945. En Yougoslavie, ils cherchent à effacer la défaite de l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale » (Le Bolchévik n° 113, septembre 1991). Avant la Première Guerre mondiale, la Slovénie, la Croatie et la Bosnie faisaient partie de l'empire austro-hongrois en déclin, partenaire subordonné du II^e Reich (empire) allemand dirigé par Bismarck et ses successeurs. Les menées actuelles du IV^e Reich de l'impérialisme



Reuter/Matko Biljak

Les « soldats de la paix » de l'ONU : une couverture aux manœuvres impérialistes

tenue à Paris, le chef du Pentagone Perry s'est engagé à fournir un soutien aérien à une force de « réaction rapide » européenne. Cependant, le même jour, après qu'un chasseur-bombardier américain eut été abattu par des missiles antiaériens serbes, le président américain, devant la perspective d'une levée de boucliers au Congrès dominé par le Parti républicain et d'une réaction hostile de l'opinion publique, fit machine arrière ; il déclara qu'il était « extrêmement improbable » que des soldats US soient impliqués et qu'en tout état de cause ils ne pourraient l'être que pour évacuer les forces de l'ONU.

Ce genre de zigzag et de double langage n'est aucunement l'apanage de l'équipe Clinton, passablement maladroite et indécise. Loin de là. Jacques Chirac, nouvellement élu président de la république, bombe le torse et déclare que les soldats français ne seront plus désormais « humiliés » par les Serbes et qu'ils riposteront. La nouvelle Force de réaction rapide, forte de 12 500 hommes, a été mise sur pied précisément à cette fin. Le porte-avion français *Foch* a été envoyé dans l'Adriatique pour rejoindre le *Theodore Roosevelt* américain. En même temps, des responsables français négociaient un accord particulier avec les Serbes de Bosnie pour obtenir la libération, contre l'arrêt des frappes aériennes de l'OTAN, des « soldats de la paix » de l'ONU retenus en otage ; et ils parlent maintenant de retirer d'ici à la fin de l'année leurs troupes – le plus gros contingent de forces de l'ONU-OTAN en Bosnie.

La dernière péripétie est la décision prise le 26 juin par le gouvernement allemand d'envoyer des forces armées

diale. La décision doit être approuvée par le Bundestag (le parlement allemand) et divise l'opposition social-démocrate. Cependant, le ministre de la guerre Volker Rühe insiste que les soldats de la Bundeswehr (armée de terre) ne seront pas envoyés dans l'ex-Yougoslavie, où le souvenir de l'invasion nazie est toujours vivant.

Toutes les parties impliquées dans le bain de sang balkanique – les différents impérialistes occidentaux, les Russes, les nationalistes locaux – multiplient les manœuvres, les coups fourrés et les renversements de politique. Il y a eu d'innombrables et contradictoires résolutions et plans de « paix » de l'ONU et de l'OTAN, de nombreux cessez-le-feu suivis de nouvelles offensives et contre-offensives. Les gouvernements occidentaux dénoncent quotidiennement les dirigeants serbes comme des « criminels de guerre », puis changent leur fusil d'épaule et négocient avec eux de nouveaux accords de « retour à la paix ». Le désarroi et les divisions des impérialistes occidentaux reflètent ceux des nationalistes balkaniques en conflit. Les Croates et les Musulmans bosniaques, qui sont censés avoir fait alliance contre les Serbes dans une fédération parrainée par l'Allemagne, s'affrontent à intervalles réguliers. Le camp nationaliste serbe, lui aussi, est divisé en factions violemment opposées qui sont parfaitement capables de se massacrer mutuellement.

Fondamentalement, le bain de sang dans les Balkans est le produit de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et de la destruction de l'Union soviétique sous la pression de l'impérialisme mondial. Dans toute l'Europe de

allemand pour restaurer sa sphère d'influence dans le nord des Balkans ne sont pas simplement motivées par un sentiment historique ou par un désir de revanche. Cette région contient des gisements de minéraux d'importance stratégique pour l'industrie allemande.

Les Serbes étaient dans la Yougoslavie d'avant 1991 la nationalité la plus importante mais aussi la plus dispersée géographiquement. Un quart de la population serbe vivait hors de sa république nationale, principalement en Croatie et en Bosnie. Avec l'éclatement de la Yougoslavie, ces importantes communautés serbes se sont retrouvées confrontées à des régimes nationalistes hostiles installés à Zagreb et Sarajevo. La crainte de devenir une minorité opprimée, combinée au ralliement chauvin à une « Grande Serbie », mit le feu aux poudres d'une nouvelle série de guerres balkaniques.

Les combats débutèrent dans les régions frontalières de Croatie, quand des milices serbes locales soutenues par l'armée yougoslave, dominée par les Serbes, s'opposèrent aux forces loyales au régime fascisant de Franjo Tudjman à Zagreb. Fin 1991, les Serbes contrôlaient 30 % de la Croatie, et Tudjman et Cie juraient qu'ils iraient reconquérir ces territoires quand ils seraient assez forts pour cela. Puis ce furent les affrontements intercommunautaires meurtriers de Bosnie, opposant Serbes, Croates et Musulmans bosniaques. Les Serbes – environ un tiers de la population de Bosnie – étaient pour une large part des paysans qui possédaient plus de 60 % des terres de cette république, alors que les Musulmans bosniaques étaient majoritairement urbanisés. Ainsi, au début de la guerre, les forces serbes, bien armées, réussirent à prendre le contrôle de la plus grande partie des campagnes et assiégèrent Sarajevo et les autres villes où les Musulmans étaient concentrés.

Depuis fin 1992, la situation dans l'ex-Yougoslavie est caractérisée par un enlèvement stratégique. Les forces des Croates et des Musulmans bosniaques, bien qu'elles aient accru leurs effectifs et leur équipement militaire, se sont révélées insuffisamment puissantes pour repousser les Serbes. Et les puissances impérialistes occidentales, chacune pour des raisons différentes et contradictoires, n'ont pas voulu déclencher une guerre de grande ampleur contre les Serbes au profit de leurs clients croates et/ou Musulmans bosniaques.

OTAN post-soviétique, Russie post-soviétique et borbier balkanique

« Pas à pas, mission après mission, force symbolique après force symbolique, l'armée allemande fait imperceptiblement son retour sur le champ de bataille, 50 ans après avoir perdu la guerre hitlérienne et avoir effectué un humiliant adieu aux armes », écrit le journal américain *Los Angeles Times* (20 juin), qui ajoute : « Aujourd'hui, alors que les ministres de la Défense de l'OTAN mettent sur pied une Force de réaction rapide pour la Bosnie-Herzégovine, l'armée allemande de l'après-guerre est sur le point d'accomplir l'opération extraterritoriale la plus lourde d'enjeux politiques qu'elle ait jamais effectuée : 2 000 soldats, 12 avions de transport C-160 et environ une dizaine d'avions d'attaque Tornado se préparent à une possible intervention dans la guerre des Balkans. » A la suite de la réunion de l'OTAN qui s'est tenue à Paris, le ministre de la Défense de Bonn a modifié son « Ordre du jour n° 1 » en vue d'un déploiement « hors zone » des forces armées allemandes, incluant un « soutien éventuel à une coalition multinationale » en Bosnie. Depuis lors, les préparatifs ont été « menés tambour battant pour un départ vers les Balkans », écrit le magazine allemand *Der Spiegel* (19 juin). Et maintenant, la décision de ce déploiement a été prise. En même temps, le chancelier allemand Helmut Kohl déclare que « l'Allemagne ne doit en aucun cas se laisser entraîner

dans la guerre ».

Le poids de son histoire a jusqu'à présent empêché l'impérialisme allemand d'entreprendre seul une action militaire résolue. Les atrocités perpétrées par la Wehrmacht et par les fantoches fascistes croates et musulmans bosniaques de Hitler pendant la Deuxième Guerre mondiale sont gravées dans la conscience du peuple serbe. Le journal social-démocrate allemand libéral *Die Zeit* (16 juin) écrit : « Toutes les raisons de l'expérience historique et de la rationalité présente obligent les Allemands à une "politique d'autolimitation". Ainsi, nous ne nous exposerons jamais militairement de notre propre initiative, mais seulement sur la base d'une demande dûment documentée de l'Alliance [l'OTAN] ou de l'ONU, en conjonction avec d'autres. » Cependant, l'introduction des soldats du IV^e Reich dans les Balkans, même en tant que « soldats de la paix » de l'ONU, se heurtera à une résistance serbe déterminée et



Joachim Herrmann/Reuters

Kohl et Chirac le 27 juin au sommet européen de Cannes. Alors que la crise des Balkans ravive les rivalités impérialistes, les alliances de la guerre froide antisoviétique se disloquent dans le « nouveau désordre mondial ».

fanatique. C'est pourquoi la stratégie de Bonn consiste à manœuvrer et à faire pression sur les Britanniques et les Français pour qu'ils combattent les Serbes et « pacifient » les Balkans pour le compte de la Deutsche Bank.

La Grande-Bretagne et la France étaient les grandes puissances alliées de la Serbie contre l'Allemagne au cours des deux guerres mondiales. En partie pour cette raison, Londres et Paris ont vu dans l'éclatement de la Yougoslavie une occasion de réaffirmer leur statut de puissances régionales, se posant en médiateurs entre les nationalismes balkaniques en conflit, agissant de façon relativement indépendante des Allemands, guidant les Américains et jouant habilement la carte russe. Les Britanniques et les Français ont donc expédié dans la région de petits contingents militaires afin de conférer une crédibilité à leurs manœuvres diplomatiques. Mais c'est là un jeu difficile et dangereux qui peut facilement devenir incontrôlable. *L'Independent* de Londres (30 mai) citait récemment avec approbation une remarque de Bismarck sur le fait de se trouver impliqué dans les conflits balkaniques de son temps : « Il faut faire comprendre clairement à ces voleurs de chèvres que les gouvernements européens n'ont nul besoin de se retrouver liés à leurs convoitises et à leurs rivalités. »

Pour éviter de se retrouver liés aux convoitises et aux rivalités des nationalistes balkaniques en conflit, et en particulier des Serbes, les Britanniques et les Français veulent recourir à la puissance militaire américaine. Est-ce que cette puissance militaire sera ou non déployée, et avec quels objectifs – c'est ce qui est actuellement âprement débattu à Washington et Wall Street. Avec la fin de la Guerre froide, les cercles dirigeants américains considèrent maintenant le Japon S.A. comme l'ennemi numéro un. L'escalade rapide de la guerre commerciale menée par Clinton contre le Japon, et en particulier la menace d'imposer des droits de douane de 100 % sur les automobiles Toyota et Nissan de haut de gamme, inquiète les bourgeoisies européennes, qui redoutent que Washington les traite de la même manière. Si Washington agit

maintenant dans les Balkans avec le même mépris unilatéral pour ses « alliés » impérialistes, cela élargira le fossé entre les Etats-Unis et les pays d'Europe de l'Ouest, ce qui pourrait bien conduire à la désintégration de l'OTAN. Et la classe dirigeante américaine ne souhaite pas que les choses en viennent là, du moins pour l'instant.

Si la guerre commerciale avec le Japon a une influence sur les actions et l'inaction de Washington dans les Balkans, les relations entre les Etats-Unis et la Russie post-soviétique constituent un facteur bien plus direct et important. Quand, en décembre 1991, quelques mois après sa prise de pouvoir en août de la même année, Boris Eltsine chassa Gorbatchev du Kremlin et déclara la dissolution formelle de l'Union soviétique, la classe dirigeante américaine célébra la « mort du communisme » et vit dans la Russie un futur partenaire subordonné d'un « nouvel ordre mondial » dominé par

toutes les questions pour l'Europe est de comment prévenir un nouveau schisme Est-Ouest sur le continent. »

La classe dirigeante américaine – de plus en plus méfiante à l'égard de la Russie post-soviétique, de plus en plus hostile au Japon – est portée à ne pas envenimer les choses avec les Européens de l'Ouest à propos des Balkans. Cette ligne a été exprimée d'une manière naïve et cynique par le spécialiste des affaires étrangères du *New York Times* Thomas Friedman, dans un éditorial intitulé « Alliés » (7 juin) : « Je me fiche pas mal de la Bosnie. Complètement. Ces gens-là ont causé leur propre malheur. Mais j'éprouve un sentiment de loyauté envers les alliés qui ont exposé leurs soldats pour éviter que la situation empire [...]. On n'entendra un jour plus parler des Bosniaques, mais il est difficile de trouver des amis fidèles, sur lesquels on peut compter pour résoudre des problèmes qui touchent réellement à nos intérêts nationaux. »

Mais malgré toutes les pieuses réaffirmations des responsabilités des Etats-Unis envers leurs alliés de longue date en Europe occidentale, la logique de la guerre balkanique est d'intensifier les divisions entre puissances de l'OTAN, comme les événements de ces derniers mois le démontrent clairement.

Ainsi, une autre raison pour laquelle les experts en géostratégie de Washington considèrent sérieusement une intervention en Bosnie est qu'en l'absence des Etats-Unis l'alternative pour instaurer une « paix » impérialiste dans les Balkans serait un condominium germano-russe dans l'ex-Yougoslavie, chacun des deux partenaires tenant en respect ses clients respectifs. Ce n'est pas pour aujourd'hui, et certainement pas avec Eltsine, l'homme de Washington au Kremlin, mais même la simple éventualité d'un tel réalignement (qui ouvrirait aux maîtres de la nouvelle Grande Allemagne l'accès à de formidables ressources matérielles – pétrole, minerais, céréales – et à des armes nucléaires) donnerait des cauchemars au Pentagone. Si la guerre civile national-ethnique actuelle apporte un démenti cinglant aux proclamations d'un « nouvel ordre mondial », une scission majeure au sein de l'OTAN mettrait rapidement fin à de telles illusions impérialistes.

Impérialistes, ONU, OTAN : hors des Balkans !

Fin avril, l'armée croate a déclenché une offensive en Slavonie occidentale, une région à population serbe dont les forces serbes avaient pris le contrôle fin 1991, au terme de la première phase de la guerre des Balkans. Plus de 5 000 réfugiés serbes ont fui l'avance de l'armée croate, tandis que des centaines de Serbes étaient tués. Les Serbes, comme c'était prévisible, ont riposté en bombardant la capitale croate, Zagreb, et en reprenant leurs tirs d'artillerie sur Sarajevo.

Les Américains, passant outre aux objections des Britanniques et des Français, décidèrent de « punir » les Serbes par des frappes aériennes contre leurs dépôts d'armes en Bosnie. Le porte-parole de l'ONU Fred Eckhardt déclarait alors sur un ton martial : « L'idée était d'envoyer un message politique fort, que l'escalade de la violence à Sarajevo devait s'arrêter. » Les Serbes de Bosnie renvoyèrent un message encore plus fort en prenant en otage des soldats britanniques et français, et en enchaînant certains d'entre eux aux caches d'armes et à d'autres cibles potentielles des forces aériennes américaines. Les otages furent relâchés en échange d'une promesse de mettre fin aux raids aériens de l'OTAN.

Suite page 10

POUR CONTACTER LA LIGUE TROTSKYSTE

Paris Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris cedex 10 Tél : 42 08 01 49
Rouen Le Bolchévik BP 240 76003 Rouen cedex Tél : 35 73 74 47

Machination...

Suite de la page 7

la balance pour intimider les opposants à son lynchage judiciaire.

La lettre du procureur-adjoint Gordon étale le tissu de mensonges de l'accusation dans l'affaire Jamal mais profère aussi des menaces bien réelles. Elle se termine par une attaque en règle contre la « *décision inopportune prise par Addison-Wesley de publier le livre de M. Abu-Jamal et de le récompenser de ses actes par un profit, [qui] apparaît comme le seul véritable déni de justice dans cette affaire* »; et elle avertit de façon menaçante que ceux qui soutiennent Jamal sont coupables d'une « *insulte aux policiers, aux familles des victimes d'assassinats et aux milliers de citoyens respectueux des lois qui sont sans aucun doute dégoûtés par votre soutien imprudent et mal informé pour ce meurtrier extrêmement habile mais méprisable* ».

Le FBI, ses agents et ses comparses de Pennsylvanie n'ont pas non plus cessé leur surveillance de Jamal avec la disparition du Black Panther Party et le soi-disant abandon du programme d'assassinat COINTELPRO. Comme le révèlent les dossiers du FBI relatifs à Jamal récemment communiqués, ils ont continué à le surveiller, ainsi que ses partisans, au moins jusqu'en 1991. Il est maintenant établi, sur la base des éléments communiqués à l'occasion de la procédure en référé engagée par Jamal contre les autorités pénitentiaires de Pennsylvanie, que le service de l'application des peines a intercepté, copié et à l'évidence fait circuler la *correspondance protégée* entre Jamal et ses avocats. Cela comprend plusieurs lettres envoyées cette année et au moins deux lettres de 1994 contenant des informations confidentielles sur la stratégie juridique et les enquêtes menées à la requête de Jamal afin d'obtenir un nou-

veau procès et l'annulation de sa condamnation à mort. Et depuis la signature de l'ordre d'exécution, toute sa correspondance avec ses avocats est ouverte. Cette violation flagrante de ses droits constitutionnels est une manœuvre concertée afin de saboter ses efforts pour se défendre devant les tribunaux.

Ce sinistre tissu d'espionnage, d'intimidation et de machination n'est pas une aberration dont le système pourrait être débarrassé, comme voudraient le faire croire les libéraux et les réformistes. Il touche au contraire au cœur même de l'Etat capitaliste qui, avec ses flics et ses tribunaux, ses procureurs et ses bourreaux, est un instrument de répression de la classe ouvrière et des opprimés. Cela fait partie de la compréhension marxiste de l'Etat bourgeois, et en tant que marxistes nous comprenons qu'il faudra rien moins qu'une révolution ouvrière pour balayer cette machine de terreur d'Etat, dont la fonction est de garantir que les profits et les intérêts continuent à affluer dans les coffres des capitalistes. Ainsi que l'expliquent nos camarades de la SL/US, dans le cadre d'un parti révolutionnaire multiracial (qui doit se faire le champion de tous les opprimés) les ouvriers noirs joueront un rôle clé pour balayer ce système d'exploitation, de guerre et de racisme; c'est seulement dans une Amérique socialiste, partie intégrante d'une société socialiste internationale pour laquelle combat la Ligue communiste internationale, que les travailleurs et les minorités connaîtront la justice non seulement au niveau du droit mais aussi au niveau social – une société dans laquelle la jeunesse ne trouvera pas devant elle le cauchemar des enfers du ghetto et de la prison, mais l'éducation et un véritable emploi.

Le cas de Jamal est l'expression de ce que signifie l'Etat capitaliste: brutalement frappé par la police de Philadelphie quand il manifestait contre le racisme à

l'âge de 14 ans, il a été espionné par la « brigade anti-rouges » locale et par le FBI, placé sur la liste des « éléments subversifs » et a été, dès son adolescence, la cible de plusieurs tentatives de machination. Après lui avoir tiré dessus au milieu de la nuit, les flics, n'ayant pas réussi à l'exécuter dans la rue, se sont efforcés depuis de le tuer par l'intermédiaire des tribunaux. Son procès a été dès le début une parodie de justice, présidé par un juge lyncheur, avec dissimulation de preuves, intimidation de témoins et exclusion de jurés noirs. La condamnation à mort a été basée de façon flagrante sur ses convictions politiques, et les procédures en appel qu'il a engagées ont été écartées d'un revers de main. Mais, malgré les forces puissantes liguées contre lui, il a continué à lutter, à être la « voix des sans-voix ».

Mumia Abu-Jamal est une cible particulière des dirigeants racistes parce qu'il a osé, et qu'il continue à oser, élever la voix avec force et avec passion contre leurs injustices. Mais le système qui le persécute opprime aussi les minorités noires et hispaniques dans leur ensemble, car son appareil de répression légale défend les propriétés et les intérêts d'une petite poignée de capitalistes fabuleusement riches contre les travailleurs qui produisent leurs richesses. Le cas de Jamal, dont le cauchemar continue, est là pour rappeler les réalités fondamentales du capitalisme. L'exécution récente par le FBI et les flics, en pleine rue à Philadelphie, d'un Noir de 23 ans désarmé, Glenn Thomas, n'est qu'un des innombrables meurtres approuvés par l'Etat qui ont lieu quotidiennement dans les ghettos et les barrios.

Dans l'Amérique de Clinton-Gingrich, comment quelqu'un comme Jamal qui combat courageusement l'oppression peut-il obtenir justice du système pénal? Les procédures judiciaires contre lui ont été irrémédiablement biaisées. Quand la

police a impitoyablement dissimulé, détruit et tronqué les preuves jusqu'à les rendre méconnaissables, quand les services du procureur, avec leur campagne de calomnies, ont montré qu'ils ne reculeront devant aucun mensonge pour obtenir sa mort, quand les juges sont des bourreaux en robe noire – quelle chance peut-il bien avoir d'obtenir de cette meute de lyncheurs un « procès équitable »? La justice la plus élémentaire exige qu'il soit libéré immédiatement. Il doit être libre d'écrire, libre de publier, ici à l'extérieur où il doit être et où il pourra continuer le combat contre l'oppression capitaliste raciste.

Mumia Abu-Jamal fait partie d'une longue liste de combattants pour la justice sociale cruellement réprimés par le pouvoir capitaliste aux USA – depuis Frank Little, l'organisateur syndical révolutionnaire des Industrial Workers of the World, jusqu'aux 38 Black Panthers abattus dans les années 60 et aux nombreux autres emprisonnés, dont certains sont toujours derrière les barreaux, comme Geronimo ji Jaga (Pratt), en passant par les syndicalistes Tom Mooney et Warren Billings à San Francisco et les ouvriers anarchistes Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti au cours des premières décennies de ce siècle et les héroïques Rosenberg dans les années 1950, à l'époque du maccarthysme. Jamal n'aurait jamais dû passer fût-ce un seul jour en prison, et il ne devrait pas être aujourd'hui en prison. Il doit pouvoir rejoindre sa famille et tous ceux qui sont déterminés à lutter pour une société dans laquelle il n'y aura plus ni machinations racistes ni lynchages judiciaires. Pendant que les avocats de Jamal utilisent tous les recours légaux possibles pour obtenir sa libération, ce qui est nécessaire de façon urgente, c'est de mobiliser des millions de travailleurs et d'opprimés, dans le monde entier, pour exiger: Libérez Mumia Abu-Jamal! Abolition de la peine de mort raciste!

Balkans...

Suite de la page 9

Résultat de tout ça, la politique de « fermeté » américaine envers les Serbes se soldait par l'humiliation de ses alliés d'Europe occidentale.

Vu d'Europe de l'Ouest, le comble de l'indécence fut atteint avec l'affaire Scott O'Grady, le pilote de l'appareil américain abattu par les Serbes de Bosnie et récupéré après s'être caché pendant six jours dans les forêts bosniaques. O'Grady, rapatrié à Washington, y fut fêté par Clinton et les médias comme un héros victorieux. La population américaine n'est clairement pas prête à risquer la vie fût-ce d'un seul soldat américain dans le conflit balkanique. Notant la « *réaction extraordinairement disproportionnée* » au sauvetage d'O'Grady, le journaliste britannique Martin Woollacott fustige la politique étrangère américaine comme « *égoïste, à courte vue, menée par la télévision et sujette à des changements sans préavis* » (Guardian, 10 juin).

Ces changements sans préavis reflètent pour une bonne part les divergences au sein des cercles dirigeants américains entre « colombes » et « faucons », pour employer le vocabulaire consacré. Mais en l'espèce, les « faucons » veulent vaincre les Serbes sans les affronter. A la place, ils proposent de renforcer la capacité de combat des forces musulmanes bosniaques. Un avocat en vue de cette ligne est Robert Dole, dirigeant républicain au Sénat et aspirant-président, qui réclame la levée de l'embargo sur les armes décrété par l'ONU, afin que les Musulmans bosniaques puissent, dit-il, affronter les Serbes à armes égales.

Le débat à propos de l'embargo sur les armes est devenu une mascarade diplomatique, car de toute façon cet embargo

n'est pas appliqué. Depuis plusieurs années, le régime de Sarajevo a reçu des armes modernes, principalement en provenance des pays islamiques, avec l'approbation des Etats-Unis. Un haut fonctionnaire du Département d'Etat admet que « *nous ne sommes pas réellement contre le fait que quelqu'un aide les Musulmans* » (Washington Post, 14 avril). Le principal « *quelqu'un* » qui arme les Musulmans bosniaques est l'Iran, un Etat en qui l'impérialisme américain dénonce le centre de l'intégrisme islamique anti-occidental et du « terrorisme international ». Mais comme on dit, la politique provoque souvent d'étranges rapprochements.

Le principal obstacle qui empêche les Musulmans bosniaques d'obtenir des armes en quantité suffisante est en fait la Croatie, tantôt alliée tantôt ennemie. La Bosnie n'ayant pas d'accès à la mer, les chars et l'artillerie lourde doivent passer par les ports croates sur l'Adriatique... et parfois ils ne passent pas. Parce qu'ils manquent d'armes lourdes, il est peu probable que l'offensive engagée par les Musulmans bosniaques pour briser le siège de Sarajevo débouche sur une victoire décisive contre les Serbes; elle provoquera plus vraisemblablement une intensification de la guerre, avec des massacres et des contre-massacres perpétrés par les différents camps.

Si les « faucons » impérialistes se déclarent prêts à combattre jusqu'au dernier soldat musulman bosniaque, les « colombes » placent leurs espoirs dans Slobodan Milosevic en personne. Voici un homme dénoncé pendant des années par les politiciens et les médias occidentaux comme le « criminel de guerre » numéro un dans les Balkans, l'architecte de la « purification ethnique ». On le présente maintenant comme une personnalité indispensable pour ramener la paix dans la région. Washington consacre d'impor-

tants efforts diplomatiques pour amener Milosevic à reconnaître la Bosnie sur la base des frontières qui étaient celles de la république yougoslave, en échange de la levée des sanctions économiques internationales contre la Serbie.

Il ne fait aucun doute que Milosevic est prêt à sacrifier ses « frères de sang » serbes qui se battent en Croatie et en Bosnie pour convaincre les impérialistes occidentaux qu'il est un homme avec qui ils peuvent traiter. Mais savoir si l'homme fort de Belgrade contrôle les forces serbes en Croatie et en Bosnie, sans parler des ultranationalistes en Serbie même, est une autre affaire. Le fanatique nationaliste dément Vojislav Seselj – un ancien homme de main de Milosevic qui maintenant s'oppose à lui – argumente que « *tout ce que les superpuissances pourront gagner avec Milosevic restera sur le papier. Son pouvoir de négociation avec les autres Serbes est aujourd'hui mineur.* » Un accord entre les puissances de l'OTAN et Milosevic ne mettra probablement pas davantage fin à l'interminable guerre des Balkans que l'actuelle offensive des Musulmans.

Milosevic essaie depuis un certain temps de mener une politique d'équilibre, en essayant de s'attirer les bonnes grâces des impérialistes de l'OTAN tout en chantant une tout autre chanson à Belgrade. Non seulement il lui sera difficile d'imposer un diktat à ceux qui combattent en Bosnie, mais la société serbe n'est pas une masse homogène. Si Milosevic, qui dirige aujourd'hui le Parti socialiste serbe, a joué agressivement la carte nationaliste, sa femme, Mirjana Markovic, est le principal idéologue de l'« Alliance communiste – Mouvement pour la Yougoslavie », qui a des liens étroits avec l'armée et qui affirme s'opposer au nationalisme. « *Depuis trois ans, écrit-elle, notre presse métamorphose en héros des profiteurs de guerre, des tueurs*

motivés par la haine religieuse et d'autres criminels qui présentent leurs crimes morbides comme des actes de patriotisme et de bravoure » (cité dans le Monde du 24 mai). Plus fondamentalement, la classe ouvrière, qui a durement souffert de l'embargo impérialiste et qui, dans la Yougoslavie d'avant 1991, avait à plusieurs occasions connu de grandes explosions de lutte de classe ethniquement intégrée, ne peut qu'être perdante dans ces massacres intercommunautaires.

Une bonne partie de la social-démocratie et de l'« extrême gauche » (le Secrétariat unifié de Mandel, les morénistes, Pouvoir ouvrier, Socialisme international...) s'est frénétiquement rangée aux côtés des Musulmans bosniaques et appelle implicitement (quand ce n'est pas explicitement) à une totale intervention impérialiste contre les Serbes. Au contraire, nous, en tant que marxistes, partisans de l'internationalisme prolétarien, sommes opposés à tous les camps qui s'affrontent dans le bain de sang nationaliste sordide qui a démembré l'ex-Yougoslavie, et qui a établi le régime capitaliste sur les cadavres des ouvriers et des paysans de toutes les nationalités. Nous nous opposons à toutes les formes d'intervention impérialiste dans les Balkans, depuis les boycotts économiques jusqu'à l'envoi des « soldats de la paix » et aux frappes aériennes de l'OTAN. Une solution juste et démocratique des aspirations nationales conflictuelles dans les Balkans ne pourra être trouvée que sous le pouvoir du prolétariat, la seule classe qui n'a aucun intérêt à poursuivre des objectifs nationalistes. Ce conflit sanglant rend plus aiguë la nécessité de partis trotskystes, construits dans le cadre de la lutte pour reforger la Quatrième Internationale, qui prendront la tête du combat pour une fédération socialiste des Balkans, partie intégrante des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Mobilisations...

Suite de la page 12

français. Nous affirmons tout aussi nettement que nous considérons les islamistes comme de dangereux ennemis de la classe ouvrière, des femmes et des opprimés en général. De l'Iran à l'Algérie en passant par l'Afghanistan (où les Mitterrand et autres Pasqua les soutenaient, finançaient et armaient contre l'Armée rouge), nous les avons combattus et nous continuons à les combattre farouchement» (Le Bolchévik n° 130).

Pour justifier sa décision protectionniste de repousser l'application des accords de Schengen (qui sont pourtant conçus pour consolider la « forteresse Europe » raciste) quant à la circulation des personnes, le gouvernement a invoqué la nécessité de lutter contre l'infiltration en France de « clandestins » (mis sur le même pied que les « criminels » et les « trafiquants de drogue »). Dans le contexte de l'après-guerre froide où, avec la destruction de l'ennemi commun soviétique, se déchaîne la concurrence interimpérialiste, l'impérialisme français a retrouvé, avec Chirac, une posture gaulienne pleine d'arrogance nationaliste à l'égard de ses « alliés », une arrogance inversement proportionnelle à son poids économique réel. En témoigne notamment la décision du président néogaulliste de reprendre les essais nucléaires dans le Pacifique. Les travailleurs doivent rejeter le poison du nationalisme : A bas la force de frappe française ! France hors du Pacifique ! Le nationalisme – et notamment l'appel chauvin du PCF à « produire français » – ne sert qu'à dresser les travailleurs les uns contre les autres et à déchaîner les préjugés et la terreur racistes. Il gonfle les voiles des fascistes qui se nourrissent aussi des frustrations nationalistes engendrées par le recul de l'impérialisme français à l'égard de ses concurrents plus puissants que sont l'Allemagne, le Japon et les USA. Comme l'ont noté plusieurs analyses des succès électoraux du FN à Orange et Toulon (villes où la présence militaire est importante), les fascistes ont bénéficié d'un soutien non négligeable parmi les officiers et sous-officiers. *Le Monde* du 25-26 juin cite ainsi un officier général de haut-rang : « L'armée française traîne un complexe de l'humiliation, et les mésaventures des "casques bleus" à Sarajevo auraient plutôt tendance à renforcer ce sentiment. » L'humiliation des défaites subies face aux peuples coloniaux, d'abord en Indochine puis en Algérie, est effectivement un élément central dans la haine revancharde que voue aujourd'hui la bourgeoisie française – et son armée et sa police – à l'égard des immigrés et de leurs enfants qu'elle considère, avec raison, peu sensibles aux sirènes du chauvinisme.

A bas la collaboration de classes !

Le PS et le PCF ont multiplié les proclamations antifascistes devant les succès électoraux du FN. Mais bien loin de mobiliser la puissance ouvrière, ils appellent à constituer un nouveau bloc de collaboration de classes élargi encore plus à droite. Lors des dernières élections municipales, il y a eu, dans plusieurs villes, un accord de « front républicain » entre droite et « gauche » – sous prétexte de faire barrage au FN. Dans la foulée, la direction du PCF a multiplié les appels du pied à l'égard du gouvernement. Robert Hue, reçu par Chirac, l'a jugé « lucide », s'est apitoyé sur « les contradictions auxquelles il est confronté » et l'a assuré de sa collaboration : « J'ai dit [à Chirac] que j'ai appelé les élus communistes [...] à s'investir dans la bataille de l'emploi et notamment en étant très présents, concrets, dans les comités départementaux pour l'emploi » (*L'Humanité*, 1^{er} juillet). Au moment où Chirac fait preuve d'un nationalisme gaulien bon teint, les sociaux-chauvins du PCF rêvent, avec leur « bataille de l'emploi », de l'époque de la

« bataille de la production » où, à la « Libération », ils gouvernaient avec de Gaulle pour « reconstruire la France » – capitaliste – et étouffer les luttes ouvrières ! Un « front républicain » avec Chirac sabotera les luttes au nom de l'« unité nationale » et alignera les ouvriers sur les intérêts de l'impérialisme français dans la guerre – pour le moment seulement économique – qui l'oppose à ses concurrents.

Depuis le Front populaire « antifasciste » des années 30 en France et en Espagne jusqu'à l'Unidad popular chilienne des années 70, la politique front-populiste, en ligotant la classe ouvrière à la bourgeoisie et en la paralysant, a toujours pavé la voie à la pire réaction, quand ce n'est pas à l'écrasement dans le sang du mouvement ouvrier. Le front populaire de Mitterrand n'y a pas fait exception ; il a pavé la voie non seulement à la chiraquie revancharde mais aussi aux fascistes. Tout en menant sous l'étiquette frauduleuse de « socialisme » une politique au service de la bourgeoisie qui a mécontenté la petite-bourgeoisie et jeté à la rue des milliers de travailleurs, les gouvernements Mitterrand ont, avec leur politique antisoviétique et raciste, rendu « respectable » le programme de terreur anticommuniste et anti-immigrée du FN.

Et aujourd'hui, même dans l'opposition, leur « front antifasciste » ne renie rien de cette politique raciste. Au contraire, pour ramener au bercail ces éléments réactionnaires (que PS et PCF dépeignent comme des « brebis égarées ») qui ont voté FN – une « mauvaise réponse à de bonnes questions », comme disait scandaleusement l'ancien premier ministre Fabius –, ces réformistes avancent une autre politique de « lutte contre l'insécurité » (l'infâme mot de code pour lutte anti-immigrée !), basée sur la « légalité républicaine » : encore plus de flics racistes à la gâchette facile dans les banlieues, de rafles « républicaines » (comme celle des Africains de Vincennes en 1992), d'expulsions « légales » de « clandestins »... Ainsi, le « socialiste » Bianco, alors ministre, se vantait-il lors d'un débat avec Juppé que « depuis le début de l'année 91 [sous le gouvernement Mitterrand-Rocard], il y a plus de reconduites à la frontière effectivement exécutées que du temps de M. Pasqua et de M. Pandraud » (*Plein droit*, juin) !

Dès aujourd'hui et à nouveau, les bureaucrates réformistes cherchent à montrer à leurs maîtres bourgeois qu'ils sont les meilleurs garants de l'« ordre » capitaliste. Dans toutes les luttes qui ont fait trembler la bourgeoisie ces derniers mois – depuis la grève d'Air France jusqu'à celle de Renault-Flins de mars dernier – ils ont tout mis en œuvre pour empêcher que s'engage la nécessaire contre-offensive ouvrière anticapitaliste. Au contraire, ils ont tenu isolées ces luttes, et les combatifs travailleurs de Flins ont dû reprendre le travail avec des miettes. Or, le bastion industriel qu'est Flins aurait pu devenir le fer de lance de cette contre-offensive et, avec sa composante immigrée stratégique, une telle lutte aurait immédiatement la possibilité d'une mobilisation, basée sur la puissance de la classe ouvrière, contre la terreur et la ségrégation racistes. Cette possibilité a été trahie par les directions réformistes du mouvement ouvrier, laissant ainsi le terrain libre à la terreur raciste d'Etat et aux nervis fascistes.

A l'« extrême gauche », la direction de LO s'est sinistrement illustrée ces derniers temps en se rangeant du même côté de la barricade que sa propre bourgeoisie menant une campagne raciste pour exclusion de l'enseignement public des jeunes filles portant le foulard islamique ; elle a même organisé à Lille, le 3 octobre 1994, ce que les fascistes n'ont pas osé faire : une mobilisation contre les lycéens en grève pour défendre leurs camarades menacés d'exclusion (lire « La vérité sur LO », *Le Bolchévik* n° 133) !

Pour justifier sa capitulation et, en général, son refus de combattre la terreur raciste/fasciste, LO entonne son habituel couplet économiste : « S'opposer à la montée du FN, cela ne peut se faire qu'en combattant concrètement les causes de cette montée, c'est-à-dire en combattant le chômage et la démoralisation au sein du monde du travail » (*Lutte Ouvrière*, 30 juin). Et pour combattre ce chômage, LO avance son « plan d'urgence » qui ne vise qu'à réformer le capitalisme « en faisant payer les riches ». Les enfants d'immigrés peuvent bien se faire descendre dans les rues, la direction de LO, elle, s'occupe des seules « choses sérieuses » : la lutte économique dans les boîtes !

Bien loin d'être opposée à la lutte contre le capitalisme, la lutte contre la terreur et la ségrégation racistes – qui divisent et affaiblissent la classe ouvrière multiethnique – est la condition de l'intégrité et de l'unité de la classe ouvrière. Dans les années 30, Trotsky avait répondu à Thorez, le dirigeant du PCF, qui, lui aussi, prétendait que la lutte économique ferait miraculeusement disparaître les fascistes : « Si la riposte des ouvriers à l'offensive du capital se renforce demain, si les grèves deviennent plus fréquentes et plus importantes, le fascisme, contrairement à ce que dit Thorez, ne disparaîtra pas, mais, au contraire, il grandira deux fois plus. La croissance du mouvement gréviste provoquera une mobilisation des briseurs de grève [...]. Il est nécessaire au prolétariat de riposter s'il ne veut pas être écrasé. Mais alors, aucune illusion réformiste et pacifiste ne peut être admise. La lutte sera féroce [...] En se défendant contre les coups économiques portés par le capital, il faut en même temps savoir défendre ses organisations contre les bandes mercenaires du capital. Il est impossible de le faire autrement qu'au moyen de la milice ouvrière » (« Encore une fois, où va la France ? », *Oeuvres*, tome 5). En fait, tous les « plans d'urgence » et autres programmes réformistes, qui restent sur le terrain du capitalisme, ne font que rafistoler ce système en crise, montrer l'impuissance du mouvement ouvrier et gonfler les voiles de la réaction. Ce n'est qu'en montrant sa force et sa détermination à résoudre la crise du capitalisme – par l'instauration révolutionnaire d'un gouvernement ouvrier – que la classe ouvrière empêchera la petite-bourgeoisie désespérée et le lumpen-prolétariat d'aller grossir les rangs fascistes et qu'il pourra même en attirer une partie à son combat. En vérité, il n'est guère étonnant que LO, de même que la Gauche révolutionnaire-JCR, se soient présentées lors des dernières élections municipales sur des listes communes avec le PCF – qui pient le front-populisme, comme à la Chapelle-Saint-Luc, dans l'Aube : « Liste de rassemblement des forces de gauche et de progrès » ! – pour gérer des municipalités (un secteur où le PCF est tristement célèbre pour y appliquer la « préférence nationale » !) : tous ont fondamentalement le même programme – réformiste.

Des organisations comme Socialisme international (SI) ou Ras l'front (auquel participe la LCR) affichent une volonté de lutter contre la terreur raciste/fasciste. Mais aucune d'entre elles n'appelle à de véritables mobilisations, basées sur la puissance sociale du prolétariat. Au mieux, elles proposent des actions minoritaires et symboliques, dont l'impuissance ne peut finalement qu'enhardir les flics et les fascistes. SI appelle à créer une « Ligue anti-nazie » sur le modèle de l'Anti-Nazi League (ANL) construite par ses camarades britanniques. Mais l'ANL s'est avant tout « mobilisée » pour organiser... des concerts « antinazis » et pour faire pression sur le Parti travailliste et sur l'Etat bourgeois afin qu'il combatte les fascistes ! Le numéro de juin de *Socialisme International* atteint d'ailleurs un sommet du crétinisme parlementaire, appelant en première page à « stopper les nazis » en demandant de... ne donner « aucune voix pour le FN aux municipales » ! Outre que cette consigne de vote s'adresse à la base réactionnaire du FN, elle est un appel implicite à voter pour tous les autres partis – le « front républicain » cher à Séguin et aux directions réformistes !

Le groupe Pouvoir ouvrier (PO) appelle contre le FN à « un front unique des travailleurs et de leurs organisations » et « cela, sans aucune confiance dans les juges et la police ! » (*Pouvoir Ouvrier*, juin). Fort bien. Mais ses prétentions marxistes à une politique d'indépendance de classe s'embrent misérablement dans le soutien politique qu'il apporte en permanence dans les élections aux partis réformistes de masse, les aidant ainsi à porter au pouvoir des gouvernements de collaboration de classes, qui non seulement mènent une politique antiouvrière mais font le lit de la réaction. Au contraire, nous, trotskystes, avons toujours refusé d'apporter à Mitterrand, à sa « gauche » et au front-populisme en général le moindre soutien politique ; nous appelons les travailleurs à rompre avec leurs dirigeants réformistes traîtres – en traçant la seule voie qui défende les intérêts des travailleurs et de tous les opprimés (et qui brise le cercle infernal front populaire/réaction dans lequel la bourgeoisie les enferme) : la voie de la révolution socialiste.

Construire un parti révolutionnaire !

Toutes ces organisations – qui, à la traîne de Mitterrand, ont participé aux côtés de leur propre impérialisme à la campagne de guerre froide qui a conduit à la destruction de l'URSS – sont incapables d'avancer le programme d'indépendance de classe qui mènera le prolétariat au pouvoir. La lutte contre la terreur d'Etat raciste et contre le fascisme – produits du capitalisme – est partie intégrante de la lutte pour renverser le capitalisme. Elle est partie intégrante du combat, qui est le nôtre, pour construire le parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique et internationaliste. ■

Spartacist

édition française
n° 28, hiver 94-95
(10 francs)

Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Ecrire au Bolchévik : B.P. 135-10 75463 Paris Cedex 10



Poussée fasciste et terreur d'Etat anti-immigrée

Mobilisations ouvrières/immigrées contre la terreur raciste !

6 juillet - La longue période électorale qui vient de s'achever a été marquée par une nouvelle flambée de terreur raciste. Alors que le gouvernement Chirac-Juppé, poursuivant la politique anti-immigrée des divers gouvernements Mitterrand de collaboration de classes, a inauguré son arrivée aux affaires en multipliant les provocations policières racistes, le Front national (FN) s'est emparé pour la première fois de plusieurs mairies : Marignane, Orange et Toulon. Nice, la 4^e plus grande ville française, est tombée dans les griffes d'un « dissident » du FN. Les fascistes ont immédiatement proclamé leur volonté d'appliquer dans leurs municipalités leur programme à l'encontre des immigrés et de leurs familles. Et en assassinant pendant leur « campagne électorale » Ibrahim Ali à Marseille, Imad Bouhoud au Havre, Brahim Bouraam à Paris, les nervis anti-immigrés et antiouvriers de Le Pen ont voulu donner un avant-goût de leur programme de génocide.

Particulièrement dans cette période où, depuis la grève victorieuse d'Air France en automne 1993 jusqu'aux grèves qui ont agité la campagne électorale, les travailleurs se mobilisent contre la politique de régression sociale, le mouvement ouvrier doit mettre au centre de son combat la lutte contre les discriminations et la terreur racistes. A bas la « forteresse Europe » raciste ! Défense du droit d'asile ! A bas la chasse aux « clandestins » ! Tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays ont le droit d'y rester ! A bas toutes les discriminations racistes dans l'emploi, le salaire, le logement, l'école, les soins médicaux ! Abrogation du « Code de la nationalité » et des lois racistes Mitterrand-Pasqua ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles ! Flics hors des quartiers immigrés ! Groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les usines ! Mobilisations ouvrières/immigrées contre les discriminations racistes et contre la terreur raciste des flics et des fascistes ! Aucune confiance dans l'Etat bourgeois - Ecrasons les fascistes avant qu'ils nous écrasent !

Chacun des meurtres racistes, chacune des provocations policières et fascistes ont suscité des ripostes immédiates. A Marseille, une foule nombreuse, ethniquement intégrée, a exprimé le 24 février sa volonté d'en découdre avec les fascistes après l'assassinat d'Ibrahim (lire le *Bolchévik* n° 132). Au Havre, le 24 mai, la jeunesse des quartiers ouvriers/immigrés, manifestant après l'assassinat par des skins de leur copain Imad, a tenté de détruire le repaire du FN - protégé bien sûr par les flics. Plusieurs manifestations, voulant empêcher Le Pen de vomir sa haine raciste, ont ponctué son passage dans diverses villes pendant les campagnes électorales. Le 7 juin, la colère des jeunes de Noisy-le-Grand a explosé après la mort de Belkacem Delahbib dont, selon plusieurs témoins, la moto avait été percutée par le véhicule des CRS lancés à sa poursuite. Quelques jours avant, le 26 mai, dans le quartier populaire parisien ethniquement intégré de Belleville (où vivent Juifs, Maghrébins, Africains et Asiatiques), environ 300 passants, pour la plupart des adultes, se sont spontanément portés au secours d'un jeune malmené par les flics qui proféraient des insultes antisémites et antimaghrébines et qui ont chargé brutalement la population. Dans la manifestation organisée le 29 mai en riposte, et qui rassembla principalement les habitants du quartier, on pouvait lire sur une pancarte fièrement brandie par un juif : « Juifs et Arabes amis et tous unis ». Et, dans notre cortège, notre pancarte qui, écrite en arabe, proclamait : « Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ! » a été saluée par plusieurs manifestants juifs.

Ce n'est certainement pas la volonté d'en finir avec la terreur raciste qui manque. Mais les directions actuelles du mouvement ouvrier sont irrémédiablement embourbées dans la collaboration de classes. Ce qui manque à ces mobilisations, c'est une direction qui combatte sur un programme unissant dans la lutte tous les opprimés derrière le prolétariat - la seule classe qui a à la fois l'intérêt et la puissance sociale de balayer la terreur des flics et des fascistes ; c'est une direction au mouvement



Paris, 29 mai - La LTF dans la manifestation contre les provocations policières racistes à Belleville

ouvrier qui lie les luttes économiques au combat contre le terrorisme fasciste/raciste. C'est à construire une telle direction que nous œuvrons : un parti ouvrier révolutionnaire combattant toutes les formes spécifiques d'oppression et ralliant les opprimés au combat prolétarien pour instaurer un gouvernement ouvrier qui, en en finissant avec le capitalisme, en finira avec le fascisme, le racisme et toute la barbarie qu'il génère.

Racisme et fascisme : produits du capitalisme en décomposition

En France comme dans le reste de l'Europe capitaliste, avec un chômage qui atteint en moyenne 10 % de la population active, les fascistes exploitent le désespoir économique de couches petites-bourgeoises frappées par la crise et aussi de couches ouvrières arriérées qui se tournent contre les immigrés, désignés non seulement par les fascistes mais aussi par la droite parlementaire et les réformistes comme étant responsables du chômage et de la misère créés en fait par le capitalisme. Les fascistes ont été aussi portés par la vague contre-révolutionnaire qui a détruit les Etats ouvriers déformés et dégénéré d'Europe de l'Est et d'URSS. Pour la première fois depuis que l'Armée rouge a écrasé les nazis dans la Deuxième Guerre mondiale, ils sont devenus une force importante dans plusieurs pays européens, et ils se retrouvent même en position d'arbitre en France et en Italie. Dans ce dernier pays, ils ont pu entrer, en 1994, dans un gouvernement de coalition dirigé par Berlusconi. Devant la résistance acharnée des travailleurs et des jeunes, ce gouvernement ultraréactionnaire a été congédié par la bourgeoisie italienne.

En France, le FN fait ses choux gras, outre du consensus raciste qui englobe jusqu'à la « gauche », de la crise et de la corruption de la « démocratie » parlementaire. Devant un mitterrandisme en décomposition, usé par 14 ans de politique antiouvrière, et un balladurisme qui s'est cassé les dents sur les mobilisations victorieuses des travailleurs et des jeunes, la bourgeoisie s'est rabattue sur Chirac. A peine installé, le nouveau régime doit faire face à une série de scandales (où les HLM parisiens occupent la première place) dans lesquels sont impliqués tous les partis de la majorité parlementaire, le

nouveau premier ministre et, derrière lui, le président en personne...

Les dernières élections municipales sont venues confirmer l'influence du FN. Dans 114 villes, dont plusieurs de plus de 100 000 habitants, ses listes sont arrivées en tête du premier tour. Dans certains bastions ouvriers du Nord, de l'Est et de la région parisienne particulièrement touchés par la crise, il a obtenu parfois de 30 à 50 % des suffrages. Il a exposé la politique fasciste qu'il compte appliquer dans les villes qu'il a remportées : encadrer la population avec des « comités de quartier » chargés de traquer et dénoncer les « délinquants » (comprendre immigrés, mais aussi homosexuels, juifs, communistes, syndicalistes - tous ceux que les fascistes considèrent comme des « anormaux ») ; et il appelle à créer de véritables milices terroristes, proposant notamment de « doubler les effectifs de la police municipale » dont le rôle sera de « créer, pour les délinquants, un sentiment d'insécurité qui les incite [...] à aller voir ailleurs » (*le Monde*, 18-19 juin). Les fascistes ont encore montré dernièrement à Marseille, au Havre et à Paris comment ils comptent « créer un sentiment d'insécurité » ! Ils appellent ça la « préférence nationale », une formule déjà utilisée par les fascistes français avant guerre contre les juifs et qui connaîtra sa concrétisation sous Vichy avec les rafles (opérées par la police française) de juifs et leur déportation dans les camps de la mort nazis...

Les fascistes sont les bandes armées que la bourgeoisie tient en réserve pour détruire le mouvement ouvrier dans une situation d'exacerbation aiguë de la lutte des classes, quand toutes les ressources du parlementarisme bourgeois ont été épuisées. Aujourd'hui, la bourgeoisie, dans sa grande majorité, compte avant tout sur son arsenal législatif et sur les forces de répression « normales » de son appareil d'Etat - police et « justice » - pour mener à bien sa politique antiouvrière et anti-immigrée. Et le gouvernement se sert même du FN pour justifier l'accentuation de son terrorisme d'Etat anti-immigré. Ainsi, le nouveau ministre de l'Intérieur Debré déclara-t-il après les municipales : « Ou bien la police nationale répond au formidable besoin de sécurité exprimé par les Français lors des dernières élections, ou bien ses missions seront battues en brèche par d'autres » (*le Monde*, 27 juin). Un feu vert donné aux terroristes racistes en uniforme pour qu'ils « sécurisent » à coups de flingue !

Les lois Pasqua, s'ajoutant à l'arsenal législatif légué par la « gauche », ont fait de chaque immigré un « délinquant » potentiel, ont transformé la vie de milliers de familles issues de l'immigration en enfer et veulent faire de chaque fonctionnaire un indicateur de police pour traquer « les clandestins ». Comme le décrit le journal *Plein droit* (juin), « une opération postale, une inscription à l'école, une hospitalisation peuvent mener [un immigré] directement au centre de rétention à la suite du coup de fil d'un fonctionnaire qui aura cru "faire son devoir" ». Et les expulsions continuent de plus belle. Récemment, dans la région lyonnaise, ce sont plus de 140 Roms (Tsiganes) qui ont été victimes de ces expulsions racistes.

En juin, le gouvernement a organisé une vaste rafle dans la communauté maghrébine suspectée, du seul fait de son origine, de « terrorisme » et a incarcéré une soixantaine de personnes présumées liées au GIA. Comme nous le déclarions l'année dernière à propos de la croisade « anti-islamiste » de Mitterrand-Pasqua dont nous dénoncions là une tentative de terroriser les immigrés et leurs familles, « l'arrestation et l'expulsion de militants islamistes (ou présentés comme tels) pour simple délit d'opinion représentent un acte d'arbitraire raciste et une grave menace pour tout le mouvement ouvrier, pour toutes les organisations démocratiques. C'est une dangereuse criminalisation des déclarations et opinions émises par n'importe quel opposant. C'est pourquoi nous appelons le mouvement ouvrier à défendre tous les internés et expulsés de Folembay contre la répression de l'Etat